

Un article Reuters du 28 novembre 2013

L'étude sur les OGM du biologiste français Séralini retirée. (01.12)

L'éditeur de la revue qui a publié en septembre 2012 les conclusions du biologiste français Gilles-Eric Séralini sur la nocivité d'un maïs transgénique a demandé leur retrait de la littérature scientifique.

L'étude, qui a fait grand bruit, indiquait que la consommation d'une variété de maïs produite par le groupe Monsanto provoquait des cancers ainsi que des troubles hépatiques et rénaux chez le rat.

Mais pour Reed Elsevier, propriétaire de la revue Food and Chemical Toxicology (FCT) qui a publié ces travaux, le nombre de rats soumis à l'étude était insuffisant pour tirer des conclusions.

"Cette rétractation survient après des analyses longues et complètes de l'article publié et des données qu'il mentionne, effectuées en parallèle d'une enquête sur l'évaluation par les pairs de cet article", dit-il dans un communiqué.

"En fin de compte, les résultats présentés, qui ne sont pas inexacts, ne sont pas concluants et sont par conséquent en deçà des normes de publication de Food and Chemical Toxicology", ajoute-t-il.

Le Pr Séralini, chercheur à l'université de Caen, a jugé ces critiques *"inacceptables"*.

"Elles ont été promues par la société Monsanto dans la presse, alors qu'un de ses dirigeants Richard Goodman a pénétré au bureau de FCT au poste chargé de l'édition des recherches sur les biotechnologies, après parution de notre étude", dit-il dans un communiqué du Comité de recherche et d'information indépendantes sur le génie génétique (Criigen).

"Ce retrait ne serait pas autorisé par les normes éthiques internationales auxquelles adhère la revue (nommées COPE), puisqu'il y a ni erreur ni fraude. Par contre, la courte étude de Monsanto publiée dans la même revue pour prouver l'innocuité de leur produit comporte erreurs ou fraudes, et ne fait pas l'objet d'une controverse", ajoute-t-il, menaçant FCT de poursuites si elle ne renonce pas à sa décision.

Dans les semaines qui ont suivi la sortie de la revue, 700 scientifiques avaient signé une pétition demandant au Pr Séralini de communiquer tous ses résultats.

L'Autorité européenne de sécurité des aliments (EFSA) a par ailleurs jugé en novembre 2012 que les conclusions de l'étude ne pouvaient être considérées comme *"scientifiquement fondées en raison des lacunes constatées dans la conception, le système de rapports des données et l'analyse de l'étude telles que décrites dans l'article"*.

Un article AFP du 26 novembre 2013

L'Islande va annuler jusqu'à 24.000 euros de dettes par ménage. (01.12)

Le gouvernement islandais a annoncé samedi un plan pour alléger les dettes des ménages qui ont contracté un emprunt immobilier, jusqu'à un peu plus de 24.000 euros chacun.

Ce plan était la principale promesse électorale du Parti du progrès (centriste) du Premier ministre Sigmundur David Gunnlaugsson, victorieux aux législatives d'avril avec son allié conservateur, le Parti de l'indépendance.

Après de longs mois de tractations, le gouvernement de coalition a présenté des mesures d'un coût évalué à 150 milliards de couronnes (plus de 900 millions d'euros) sur quatre ans.

La mesure-phare est la réduction du principal de la dette pour les ménages ayant contracté un emprunt immobilier indexé sur l'inflation (ce qui correspond à la grande majorité des cas), sans conditions de revenus. Cet allègement de dettes, qui dépend du montant emprunté, est plafonné à quatre millions de couronnes (24.400 euros).

"80% à peu près des ménages vont être directement touchés, mais tous les ménages islandais vont en tirer profit, entre autres grâce à une croissance (économique) et un pouvoir d'achat accrus", a déclaré M. Gunnlaugsson.

L'autre mesure est une exemption d'impôt pour les ménages puisant dans leur épargne-retraite pour rembourser leur emprunt immobilier.

Les banques en Islande ne proposaient pratiquement que des emprunts indexés avant l'effondrement du système financier en 2008. Or, la profonde crise financière traversée par ce pays a fait chuter la couronne islandaise, alimentant une inflation qui a fait grimper la dette des ménages.

"Actuellement, la dette des ménages équivaut à 108% du PIB, ce qui est élevé au plan international. (...) La mesure va doper le revenu disponible des ménages et encourager l'épargne", a affirmé le gouvernement dans un communiqué.

Le financement sera assuré par une taxation des banques et des fonds qui gèrent les actifs des banques ayant fait faillite en 2008.

Depuis qu'il a pris ses fonctions, le Premier ministre a assuré que le plan ne devrait pas accroître la dette publique.

"Nous pensons qu'il n'y a aucune doute sur le fait que cette taxe puisse être mise en place. Et si elle doit être attaquée, nous la défendrons jusqu'à la juridiction la plus élevée", a pour sa part déclaré le ministre des Finances Bjarni Benediktsson à la télévision publique Ruv.

Les allègements de dettes doivent commencer *"vers la mi-2014"*, a précisé le gouvernement.

Un article du Réseau Voltaire du 2 décembre 2013

L'abdication de l'Iran. (03.12)

Alors que les médias applaudissent l'accord survenu entre les 5+1 et l'Iran, Thierry Meyssan —un ami personnel de Mahmoud Ahmadinejad— y voit une abdication du nouveau gouvernement iranien. Pour lui, il est absurde de prétendre que les deux parties ont levé un quiproquo entretenu durant 8 ans par l'agressivité du président Ahmadinejad. La vérité est que l'Iran a renoncé à sa recherche nucléaire et qu'il a commencé à la démanteler, sans rien recevoir en retour sinon la levée progressive de sanctions illégitimes. En d'autres termes, le pays à genoux s'est rendu.

par Thierry Meyssan

La signature de l'accord sur le nucléaire iranien, le 24 novembre à Genève, a été, à l'exception d'Israël, unanimement saluée comme la fin d'un quiproquo. Toutes les parties signataires ont essayé de nous persuader que cette entente aurait été trouvée beaucoup plus tôt s'il n'y avait eu les manières excessives de l'ancien président Mahmoud Ahmadinejad.

Ainsi donc, on aurait brisé le commerce international de l'Iran et frôlé la guerre mondiale par inadvertance.

La réalité est évidemment très différente : les Occidentaux n'ont rien concédé de leurs exigences, mais l'Iran a abdicé de toutes les siennes. Même si le texte signé n'est que transitoire, il renonce à la construction de la centrale d'Arak, à son uranium enrichi à 20% et à sa technique d'enrichissement [1].

En 2005, l'élection du président Ahmadinejad allait donner un second souffle à la Révolution khomeiniste. Contrairement à ses deux prédécesseurs, les présidents Rafsandjani (1989-1997) et Khatami (1997-2005), Ahmadinejad n'était pas simplement favorable à une politique d'indépendance nationale, mais il était anti-impérialiste, dans la lignée du penseur de la Révolution, Ali Shariati. En quelques années, il fit de l'Iran un grand pays scientifique et industriel. Il développa la recherche nucléaire pour mettre au point un type de centrale qui puisse être reproduit dans le Tiers-monde et apporter à l'Humanité son indépendance énergétique, sans le charbon, le pétrole et le gaz.

On ne soulignera jamais assez l'opposition entre les partis iraniens. Rafsandjani et Katami sont des clercs, tandis qu'Ahmadinejad est un Gardien de la Révolution. Durant l'agression irakienne, ce sont les Gardiens qui sauvèrent le pays au péril de leurs vies, tandis que le clergé utilisait ses passe-droits pour ne pas envoyer ses fils au front. Le clergé gère des biens immenses, Rafsandjani est lui-même l'homme le plus riche du pays, tandis que les Gardiens sont des gens du peuple au mode de vie spartiate. Durant 8 ans, l'Occident ne s'y est pas trompé qui a considéré Ahmadinejad comme un adversaire, mais c'est bien à tort qu'il a qualifié ce leader, à la fois mystique et anti-clérical, d'« *homme des mollahs* ».

En réponse aux prétentions révolutionnaires d'Ahmadinejad, les Occidentaux jetèrent le doute sur le programme nucléaire iranien [2] et utilisèrent l'Onu pour lui interdire d'enrichir lui-même son uranium, dont il dispose de réserves gigantesques [3]. De la sorte, ils l'empêchaient d'utiliser ses propres ressources et l'obligeaient à vendre son précieux métal à bas prix. Ils établirent, que ce soit au Conseil de sécurité ou de manière unilatérale, une série de sanctions sans précédent historique pour étrangler le pays. En outre, ils menèrent une campagne de propagande pour faire passer Ahmadinejad pour un dangereux illuminé. Enfin, ils organisèrent, avec l'aide de Rafsandjani et de Khatami, une tentative de révolution colorée, en 2009 [4].

Chacun se souvient de la fausse traduction d'un de ses discours pour faire accroire qu'il voulait anéantir les Israéliens (Reuters lui imputa mensongèrement d'avoir déclaré qu'il voulait rayer Israël de la carte) [5]. Ou encore de la falsification du Congrès sur l'holocauste, qui visait à montrer comment les Occidentaux ont détruit toute spiritualité dans leurs sociétés et ont créé une nouvelle religion autour de ce fait historique, pour laisser à penser que, malgré la présence de rabbins à ce congrès, il célébrait le négationnisme. Sans compter l'affirmation qu'il discriminerait les juifs [6].

L'équipe de cheikh Rohani représente à la fois les intérêts du clergé et de la bourgeoisie de Téhéran et d'Ispahan. Elle ambitionne la prospérité économique et ne se sent pas concernée par la lutte anti-

impérialiste. La levée progressive des sanctions lui permet d'obtenir un vaste soutien populaire, les Iraniens percevant —pour le moment— l'accord comme une victoire qui va augmenter leur niveau de vie.

Les Occidentaux, quant à eux, poursuivent toujours le même but. Le plan d'attaque du président George W. Bush prévoyait qu'ils détruiraient l'Afghanistan, puis l'Irak, puis simultanément la Libye et la Syrie (via le Liban), et encore simultanément le Soudan et la Somalie, et qu'enfin ils termineraient par l'Iran. De leur point de vue, les sanctions contre Téhéran étaient, sous un prétexte douteux, un moyen simple de l'affaiblir. Pour eux, la reddition de cheikh Rohani est comparable à celle de Mouammar Kadhafi, abandonnant son programme nucléaire et se soumettant à toutes les exigences de Washington pour éviter la guerre. Mais comme pour Kadhafi, les concessions de cheikh Rohani seront utilisées plus tard contre son pays.

C'est en effet à tort que Mouammar el-Kadhafi a cru que le bellicisme états-unien à son encontre était basé sur ses convictions politiques. L'unique mobile qui emporta la décision de George W. Bush était géopolitique. En 2001, la Libye était devenue l'alliée de Washington dans la « *guerre mondiale au terrorisme* » et avait ouvert son marché intérieur aux multinationales US. Cela ne l'empêcha pas d'être traitée de « *dictature* » et d'être détruite sous les bombes. De la même manière, devenir un allié des États-Unis ne protégera pas l'Iran de la guerre.

Durant les quatre années à venir, l'Iran abandonnera à l'Histoire le rêve de Shariati et de Khomeiny pour se recentrer sur ses intérêts étatiques. Il va se désengager du monde arabe et se tourner vers les États membres de l'Organisation de coopération économique (la Turquie, l'Iran et toute l'Asie centrale) pour faire du business. Il va progressivement diminuer son soutien militaire et financier à la Syrie, au Hezbollah et aux Palestiniens. Lorsque Téhéran aura lui-même dissout sa ligne de défense extérieure, Washington entrera à nouveau en conflit avec lui.

[1] « *Nuclear deal between Iran and six world powers (full text)* », Voltaire Network, 24 November 2013.

[2] « *Propagande : CNN, pris sur le fait, s'excuse auprès de l'Iran* », par Ossama Lotfy, Réseau Voltaire, 17 janvier 2006.

[3] « *Qui a peur du nucléaire civil iranien ?* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 30 juin 2010.

[4] « *La CIA et le laboratoire iranien* », « *Pourquoi devrais-je mépriser le choix des Iraniens ?* », « *La "révolution colorée" échoue en Iran* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 17, 21 et 24 juin 2009 ; « *Iran : le bobard de l'élection volée* », par James Petras, Traduction Marcel Charbonnier, Réseau Voltaire, 19 juin 2009 ; « *Rafsandjani acclamé au cri de « Mort à la Russie ! Mort à la Chine ! »* », Réseau Voltaire, 19 juillet 2009.

[5] « *Comment Reuters a participé à une campagne de propagande contre l'Iran* », Réseau Voltaire, 14 novembre 2005.

[6] « *Iran : les gouvernements anglo-saxons fabriquent de fausses nouvelles* », par Thierry Meyssan, Réseau Voltaire, 24 mai 2006.

Un article AFP du 4 décembre 2013

OMC: l'Inde rejette le paquet de Bali, compromettant un accord. (06.12)

L'Inde a rejeté mercredi un compromis en discussion à la ministérielle de l'OMC sur l'île indonésienne de Bali, rendant encore plus improbable la conclusion d'un accord visant à relancer les négociations sur la libéralisation des échanges mondiaux, paralysées depuis douze ans.

"Les clauses concernant les restrictions (aux subventions agricoles) ne peuvent pas être acceptées sous leur forme actuelle": il aura suffi d'un discours de trois minutes au ministre indien du Commerce, Anand Sharma, pour confirmer les craintes que le compromis sur la table à la réunion ministérielle de l'Organisation mondiale du commerce (OMC) ne réussirait pas à faire plier New Delhi.

L'Inde, à la tête des 46 pays en développement du G33, demande de pouvoir accroître ses subventions aux produits agricoles afin d'aider les agriculteurs et nourrir à bas prix les plus pauvres, mais cela est actuellement sévèrement limité par l'OMC, car considéré comme une forme de dumping.

Le gouvernement indien, en difficulté à l'approche d'élections nationales, entend mettre en œuvre un programme visant à offrir à prix artificiellement bas des denrées alimentaires de base à plus de 800 millions de pauvres.

Les Etats-Unis, fervents opposants, ont proposé un compromis qui consisterait à offrir une *"clause de paix"* de quatre ans, selon laquelle aucune sanction ne serait recherchée contre les pays qui dépassent le plafond de subventions pour un programme de sécurité alimentaire.

Mais New Delhi et le G33 rejettent une période déterminée à l'avance, préférant qu'une telle exemption soit en vigueur *"jusqu'à ce qu'une solution permanente négociée soit convenue"*, a expliqué M. Sharma.

"Pour l'Inde, la sécurité alimentaire n'est pas négociable", a martelé le ministre sur un ton étonnamment direct, assurant qu'il s'agissait de *"la décision définitive"* de New Delhi.

"Les déséquilibres historiques des règles du commerce mondial doivent être corrigées afin d'assurer un ordre juste et équitable", a-t-il asséné, soulignant que *"l'agriculture soutient des millions de petits paysans"*.

La fin de non-recevoir opposée par l'Inde a jeté le froid sur les discussions de Bali qui tentent de réanimer les négociations lancées en 2001 à Doha afin de réduire les barrières aux frontières et ainsi doper l'économie mondiale.

"Je suis de nature optimiste mais aujourd'hui je dois avouer que je suis quelque peu maussade", a réagi le commissaire européen au Commerce, Karel de Gucht, accusant visiblement le coup après la *"bombe"* indienne.

"Une solution n'est pas impossible mais à condition que l'Inde fasse preuve de la flexibilité nécessaire", a-t-il souligné, avertissant qu'un échec à Bali *"ferait vaciller les fondations même de l'OMC"*.

Outre la fin de l'Organisation en tant que cadre des négociations multilatérales sur l'ouverture des échanges, M. De Gucht a estimé qu'un échec à Bali pourrait également menacer la pertinence de l'OMC en tant qu'instance de règlement des conflits commerciaux, une fonction pourtant *"très importante"*.

La ministérielle, souvent qualifiée de *"réunion de la dernière chance"*, tente d'arracher un accord sur le *"paquet de Bali"* qui concerne moins de 10% des ambitions affichées à Doha: l'agriculture, l'aide au développement et la facilitation des échanges (en réduisant en particulier la bureaucratie aux frontières).

Mais beaucoup doutent que même ce *"Doha light"* puisse voir le jour, en particulier après l'échec de pré-négociations à Genève à aboutir à une ébauche d'entente sur laquelle les ministres des 159 Etats membres auraient pu plancher à Bali.

Le président de la réunion, le ministre indonésien du Commerce Gita Wirjawan, a évalué à "environ 40%" les chances d'un accord, après le refus indien. "*La possibilité que ce pourcentage augmente dépendra des actions prises*" jeudi et vendredi, a-t-il averti.

Dans les couloirs du centre de congrès de la station balnéaire de Nusa Dua, des responsables confirmaient que les discussions se multipliaient, en particulier entre l'UE, les Etats-Unis et l'Inde.

"*Je ne suis pas venu ici pour conclure un accord*", a cependant tranché le ministre indien Anand Sharma. "*Je suis venu ici pour protéger les intérêts des pauvres*".

Commentaire.

En réalité il n'avait pas vraiment le choix !

Un article [Lemonde.fr](#) du 4 décembre 2013

La NSA localise plusieurs centaines de millions de portables par jour. (06.12)

La NSA, l'agence américaine chargée des interceptions de communications, intercepte les données de géolocalisation de centaines de millions de téléphones portables dans le monde, a révélé mercredi 4 décembre le Washington Post, s'appuyant sur des documents fournis par l'ancien consultant de la NSA Edward Snowden.

Six mois après les premières révélations, notamment sur la collecte des métadonnées téléphoniques (durée des appels, numéros appelés, etc.), cette nouvelle révélation semble montrer que l'agence américaine est également capable de suivre des personnes à la trace grâce à leur portable, même quand celui-ci n'est pas utilisé.

L'agence stocke ainsi des informations sur « *au moins des centaines de millions d'appareils* » et enregistre « *près de 5 milliards* » de données de localisation par jour, affirme le quotidien. « *Nous obtenons de vastes volumes* » de données de géolocalisation partout dans le monde, a confirmé un haut responsable de cette collecte cité par le Post.

L'agence y parvient en se connectant aux câbles qui relient les différents réseaux mobiles dans le monde et, de ce fait, collecte « *incidemment* » des données de géolocalisation de citoyens américains grâce à ce programme dont le nom de code est Co-Traveler.

Jusqu'ici, les révélations de Snowden ne mentionnaient, outre l'espionnage de nombreux responsables étrangers, que l'impressionnante collecte des métadonnées, comprenant notamment la durée des appels et les numéros appelés. On découvre maintenant que l'agence peut aussi se connecter aux câbles qui relient les différents réseaux mobiles dans le monde, y compris américains. Au moins deux sociétés, dont le nom n'est pas cité, collaborent avec l'agence de renseignement à cette fin, selon le Post.

L'intérêt de cette collecte, permise par le dialogue constant entre un téléphone et l'antenne-relais la plus proche et de puissants algorithmes mathématiques, est de « *retracer les mouvements et de mettre en lumière des relations cachées entre des personnes* », explique le quotidien.

Le volume de données enregistrées et stockées par la NSA atteindrait 27 téraoctets, soit deux fois le volume de l'ensemble du contenu de la bibliothèque du Congrès, la plus importante du monde. Ce volume d'informations serait tel qu'il « *surpasse notre capacité à digérer, traiter et stocker* » les données, affirme le Washington Post, citant un document interne de la NSA datant de 2012.

« *Les capacités de la NSA pour géolocaliser sont ahurissantes (...) et indiquent que l'agence est capable de rendre la plupart des efforts pour avoir des communications sécurisées futiles* », résume le quotidien.

Un article Francetv info avec AFP du 4 décembre 2013

Manipulation des taux : pourquoi 8 banques doivent payer 1,7 milliard d'euros d'amende. (06.12)

La Commission européenne parle d'un "*cartel*". Elle a infligé, mercredi 4 décembre, des amendes à huit établissements financiers qui ont manipulé les taux de référence en euro et en yen, l'Euribor, le Tibor et le Libor, pour un montant total record de 1,7 milliard d'euros. Ces taux interbancaires servent de référence pour la fixation des prix ou des rémunérations de centaines de milliers de milliards d'euros d'actifs et de produits financiers dans le monde, parmi lesquels des prêts immobiliers ou des produits dérivés.

En fonction de leur implication dans le scandale, la Deutsche Bank, la Société générale, Citigroup, Royal Bank of Scotland, JPMorgan, UBS et le courtier RP Martin ont été condamnés à des amendes atteignant jusqu'à 725 millions d'euros, détaille le communiqué de l'UE. Francetv info remonte le fil de cette affaire. Tout commence avant la crise

Nous sommes en septembre 2005. La crise des subprimes n'a pas encore balayé le monde de la finance mondiale, mais déjà, "*le marché est stressé*", se souvient BFMTV. "*Il y a un risque qu'il craque et que les établissements bancaires se retrouvent coincés sur la gestion de leur liquidité à court terme.*"

Des traders s'entendent sur un taux interbancaire en euro

En Grande-Bretagne, en Allemagne, ainsi qu'en France, des traders peu scrupuleux de Barclays, de la Deutsche Bank, de RBS et de la Société générale décident alors de passer outre les règles de concurrence en vigueur afin de limiter leur risque. Ils choisissent d'abord d'agir sur l'Euribor, le taux de référence appliqué aux échanges en euros uniquement. Concrètement, ils discutent "*des soumissions de leur banque pour le calcul de l'Euribor ainsi que de leurs stratégies de négociation et de fixation des prix*", écrit la Commission.

Ainsi, ces traders parviennent, dans la plus grande discrétion, à fausser l'évolution normale des composants du prix pour ces produits dérivés. La combine se révèle efficace. Du moins jusqu'en 2008.

L'entente fait ses preuves, et s'applique au yen

La manipulation ne s'applique aux taux d'intérêt en yens (JPY) qu'en 2007. Ces derniers sont rassemblés sous deux sigles : Libor et Tibor. Cette fois, des établissements américains figurent parmi les banques impliquées dans une ou plusieurs infractions, soit UBS, RBS, la Deutsche Bank, Citigroup et JPMorgan, détaille la Commission.

En tout, "*la Commission a mis à jour 7 infractions bilatérales distinctes d'une durée de 1 à 10 mois commises entre 2007 et 2010*". Pendant ces trois années, des traders de ces établissements discutent entre eux "*de certaines soumissions LIBOR en JPY*". "*Ils ont aussi échangé, à plusieurs occasions, des informations commercialement sensibles relatives soit aux positions de négociation, soit à de futures soumissions LIBOR en JPY (et, pour une des infractions, à certaines soumissions futures pour l'Euroyen TIBOR)*", résume encore la Commission européenne.

Mais en 2007, des employés révèlent le pot aux roses

La banque britannique Northern Rock s'écroule en septembre 2007. A cette occasion, les établissements qui se sont entendus sur le taux du Libor ne la jouent pas solidaire, histoire de ne pas être emportés. Le Libor varie de façon chaotique, montre cette infographie du Guardian (en anglais). Cette période marque le début de la fin pour cette entente.

A ce même moment, les langues se délient : des courriers électroniques, envoyés à la Réserve fédérale américaine (Fed), ainsi qu'à son équivalent britannique, la Bank of England, attirent l'attention des organismes. Un employé de la banque britannique Barclays se confie à la Fed, explique la BBC (en anglais). Il dit tout, ou presque, sur le Libor. Que le taux est manipulé. Que plusieurs établissements sont dans le coup. Qu'il s'agissait de rapporter un taux sous-estimé.

Les institutions n'ignorent plus la manipulation

En avril 2008, la British Banker Association, chargée de fixer le taux interbancaire qui sert de référence à une multitude de produits financiers, dit qu'elle se pose des questions, rappelle Challenges. "*Certains de ses membres [sont] soupçonnés d'annoncer des taux inexacts au risque de provoquer une distorsion de marché*", indique sa patronne.

En juin 2008, Timothy Geithner, à la tête de la Fed, envoie un mémo à son homologue britannique, rapporte en 2012 le Financial Times (en anglais) pour demander que le mécanisme de calcul du Libor soit revu. Des recommandations sont faites, notamment à Barclays, explique la BBC (en anglais). Mais en 2009 et 2010, elles demeurent largement ignorées. L'action se déroule encore dans les coulisses.

En 2011, le scandale éclate avec les confessions d'UBS

La première à craquer, c'est UBS, la suisse. "*Le 16 mars 2011, dans son rapport annuel, elle révèle avoir reçu une série de citations à comparaître des autorités américaines et japonaises, qui veulent déterminer s'il y a eu tentative de manipulation du Libor*", se souvient Challenges. Le lendemain, c'est l'hécatombe : 15 autres établissements sont mis en cause. Les autorités américaines et européennes envoient aux banques des assignations à comparaître, tandis que la Commission européenne lance des "*inspections surprises*", en octobre 2011.

Et entraîne l'Euribor avec lui

En 2012, une douzaine d'établissements sont à leur tour visés par une enquête, cette fois lancée par la Commission européenne au sujet de l'Euribor. Des investigations sont menées dans plusieurs pays, y compris en France, où le parquet de Paris ouvre une enquête préliminaire après la plainte d'un actionnaire de la Société générale.

Pendant ce temps, l'enquête relative au scandale du Libor avance : la banque suisse UBS négocie avec les autorités britanniques et américaines pour éviter d'éventuelles poursuites. En juin, la banque britannique Barclays accepte de verser 453 millions de dollars dans le même but.

Le 9 octobre, la commission des Affaires économiques du Parlement européen vote un texte préconisant des sanctions pénales pour les agents du secteur financier qui se rendraient coupables de manipulations de marché. En décembre, la Commission européenne sanctionne

La Commission ouvre une procédure en mars 2013 qui aboutit en décembre de la même année. "*Aucune amende n'a été infligée à Barclays, qui a bénéficié d'une immunité d'amende au titre de la communication sur la clémence de 2006 pour avoir révélé l'existence de l'entente à la Commission*", explique Bruxelles.

Pour Joaquin Almunia, le commissaire européen à la Concurrence "*ce qui est choquant, dans les scandales du Libor et de l'Euribor, ce n'est pas seulement la manipulation des indices de référence, qui mobilise les régulateurs financiers du monde entier, mais aussi la collusion entre des banques qui sont censées se faire concurrence*".

"*La Deutsche Bank, RBS et la Société générale ont vu leurs amendes réduites pour avoir coopéré à l'enquête dans le cadre du programme de clémence de la Commission*", poursuit la Commission dans un communiqué qui détaille le montant des amendes et les faits reprochés.

Mais l'histoire n'est pas terminée. Outre les procédures en cours dans différents pays, celle de l'UE se poursuit à l'encontre du Crédit agricole, de HSBC et de JPMorgan, précise la Commission. Ces banques ont refusé de négocier avec la Commission européenne, et ont indiqué qu'elles contesteraient ces pénalités, comme l'explique le Wall Street Journal (en anglais).

Commentaire.

1,7 milliard d'euros d'amende à payer au total par 8 banques qui ont manipulé pendant des années des taux d'intérêt sur des centaines de milliers de milliards d'euros et qui ont ainsi escroqué des centaines de milliards d'euros à travers le monde : une goutte d'eau, misérable, ridicule.

Un article AFP du 4 décembre 2013

En Afrique, Paris renoue avec sa politique d'intervention militaire. (06.12)

La France, qui s'apprête à intervenir en Centrafrique, enchaîne les opérations militaires sur le continent, mais insiste sur le fait qu'il s'agit désormais de passer au plus vite le relais aux Africains pour assumer leur propre sécurité.

Opérations en Libye et en Côte d'Ivoire en 2011, Serval au Mali en 2013, la Centrafrique aujourd'hui: les interventions se succèdent, quel que soit le pouvoir en place. Le Livre blanc de 2013 a simplement remis l'Afrique au rang des priorités stratégiques de la France, au nom de sa sécurité et de celle de l'Europe.

"Les pays africains doivent assurer eux-mêmes leur propre sécurité. Mais nous ne pouvons les laisser seuls face aux risques et aux menaces qui, à terme plus ou moins rapproché, nous concerneraient directement", résume Jean-Yves Le Drian, le ministre de la Défense. C'est *"tout l'enjeu"*, selon lui, du sommet sur la sécurité en Afrique qui se tiendra vendredi et samedi à Paris.

Les crises africaines ont conduit les forces françaises à agir dans l'urgence, comme au Mali, où les jihadistes s'apprêtaient début janvier à déferler sur Bamako.

La France dispose pour ça d'une connaissance approfondie de l'Afrique et de forces prépositionnées qui lui permettent d'agir vite et efficacement. Si l'on est loin des 30.000 hommes qu'elle maintenait sur le continent en 1960, la présence permanente française devrait s'élever à plus de 4.000 militaires en 2014, à Djibouti, au Gabon, au Tchad, au Sénégal et en Côte d'Ivoire.

Depuis 2011, les armées ont été confrontées aux situations les plus diverses et ont montré l'étendue de leur savoir-faire : emploi de la force aérienne en Libye, combats urbains en Côte d'Ivoire, dans le désert au Mali, démantèlement de bandes armées, qui relève plus de la sécurisation que de la guerre, demain en Centrafrique.

Revers de la médaille: alors que l'Afrique suscite de plus en plus d'intérêt et que les investissements étrangers (chinois, européens, américains...) augmentent, les Français se retrouvent en première ligne, le plus souvent seuls, quand il s'agit d'envoyer des troupes. *"Ce sont des zones où il faudra toujours intervenir, on ne pourra pas laisser les gens se massacrer"*, relève un officier général, qui regrette le manque de soutien des partenaires européens de la France qui *"ne veulent pas y mettre les pieds"*.

Pour prévenir les critiques contre l'interventionnisme de l'ancienne puissance coloniale, Paris agit le plus possible dans le cadre de la légalité internationale, sous mandat des Nations-Unies. En Centrafrique, les Français interviendront ainsi *"en soutien"* de la force africaine, la Misca, déjà sur le terrain. Même s'ils devraient assumer l'essentiel du travail au début de l'intervention.

"L'objectif est de rétablir une sécurité minimale et de favoriser la montée en puissance de la Misca. Nous mobilisons un millier d'hommes pour une période de montée en puissance de 4 à 6 mois puis de retrait progressif de 4 à 6 mois", résume mardi Jean-Yves le Drian dans le Dauphiné libéré.

Comme le souligne l'amiral Edouard Guillaud, le volet militaire n'apporte *"qu'une partie de la solution du problème"*. *"Les forces armées agissent en soutien d'un projet politique global, consistant le plus souvent à recréer les conditions d'un fonctionnement normal et apaisé des institutions et d'une reprise de la vie économique"*, note le chef d'état-major des armées dans la Revue Défense Nationale.

Sur le terrain, les forces africaines devront prendre le relais des Français. A moyen terme au Mali, où Paris entend maintenir un millier d'hommes pour une durée indéterminée. Plus rapidement en Centrafrique, où Paris table sur une opération ponctuelle d'environ six mois.

Des forces africaines qui manquent de capacités de réactivité, logistiques ou de commandement. Le succès de ce type d'opérations passe donc par la mobilisation d'un soutien financier international important pour les aider à s'équiper et s'organiser.

La succession des opérations françaises survient en effet dans un climat de restrictions généralisées pour les armées, en France comme dans l'ensemble des pays occidentaux. Et les interventions dans des zones au climat parfois extrême, comme au Mali, et difficiles d'accès, sollicitent gravement les hommes et le matériel.

Un article AFP du 6 décembre 2013

Centrafrique: l'armée française déclenche son opération. (07.12)

L'armée française a déclenché son opération en Centrafrique avec un renforcement dans un premier temps vendredi des patrouilles dans la capitale Bangui, qui vit dans la psychose de nouvelles tueries, après les massacres et les violences qui ont fait au moins 300 morts depuis jeudi.

Si aucune violence de grande ampleur n'a été signalée vendredi, plusieurs milliers d'habitants de Bangui étaient rassemblés aux abords de son aéroport, où l'armée française et la force africaine ont leurs bases, de crainte d'exactions dans leurs quartiers voisins de Boeing et de Boy-Rabe, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Dans le quartier de l'Assemblée nationale, la Croix-rouge centrafricaine ramassait des dizaines de cadavres abandonnés depuis les violents affrontements de la veille, suivis de tueries, à l'arme à feu ou à la machette.

Ces violences ont fait au moins 300 morts, a déclaré vendredi soir à l'AFP un responsable de la Croix-rouge centrafricaine ayant requis l'anonymat.

En comptabilisant les corps déposés dans les morgues des structures hospitalières, dans des lieux de culte et ceux ramassés dans les rues par les équipes de la Croix-rouge, le bilan provisoire s'élevait à 281 morts, a ajouté ce responsable, soulignant que les secouristes n'avaient pu accéder vendredi à tous les quartiers où la présence de cadavres a été signalée : *"il y a des quartiers, où il y a encore des corps à ramasser"*.

"L'opération a commencé" et les forces françaises présentes en Centrafrique ont déployé des patrouilles dans Bangui, a affirmé vendredi le ministre français de la Défense, Jean-Yves Le Drian, sur la radio RFI.

Vendredi soir, un millier de soldats français étaient présents dans le pays, a précisé l'état-major des armées. Au total, les effectifs militaires français en Centrafrique doivent rapidement atteindre 1.200 hommes.

A l'aéroport, d'où les patrouilles de blindés sortent dans Bangui, l'armée française continuait de renforcer son dispositif. Venu de la ville portuaire de Douala au Cameroun, un convoi terrestre s'apprêtait également à entrer en Centrafrique. De son côté, Londres a mis à la disposition de l'opération un avion militaire gros porteur C17.

A la nuit tombante, quelques minutes avant le couvre-feu, deux avions de combat français Rafale ont longuement survolé la ville pour impressionner les belligérants.

Excepté aux abords immédiats de l'aéroport, les rues sont encore restées désertes toute la journée.

Après les tueries de jeudi, les employés de la Croix-rouge, dans une odeur pestilentielle, emballaient les corps des victimes restées dans les rues dans des sacs blancs, puis les plaçaient dans des véhicules, sous le regard de combattants de l'ex-Séléka, l'ancienne rébellion actuellement au pouvoir, intégrés par le président Michel Djotodia aux nouvelles forces de sécurité.

Après avoir subi des mois durant la loi d'airain et les exactions des ex-rebelles Séléka, pour la plupart musulmans, certains à Bangui, ville très majoritairement chrétienne, pensent que l'heure de la vengeance a sonné. La colère des populations s'est progressivement reportée sur les musulmans, faisant planer le spectre de massacres de grande ampleur entre chrétiens et musulmans, avec l'habituel cercle infernal des représailles.

La présidence centrafricaine a demandé vendredi à toutes les forces de défense et de sécurité de regagner leurs casernes, autorisant seulement les forces panafricaine, française et de la sécurité présidentielle à patrouiller dans la capitale. En fin de journée, cette demande était restée lettre morte, avec des pick-up bondés de soldats visibles dans tout Bangui, ont constaté des journalistes de l'AFP.

Jeudi, avant l'aube, de violents affrontements avaient éclaté dans la capitale. "*Des groupes armés ont lancé une offensive sur la ville. Les forces de l'ex-Séléka ont riposté*", selon l'ONG Médecins sans frontières (MSF).

C'est dans ce climat délétère et explosif que l'ONU a donné son feu à une opération commune de forces africaines et françaises pour rétablir la sécurité.

Le secrétaire général de l'ONU Ban Ki-moon s'est déclaré vendredi "*très inquiet de l'escalade des violences entre communautés*" et a lancé un "*appel urgent*" à protéger les civils.

La France, ancienne puissance coloniale, est déjà intervenue à plusieurs reprises en Centrafrique par le passé.

La mission des militaires français, en appui de la force africaine sur place, est d'assurer "*une sécurité minimum, permettant à une intervention humanitaire de se mettre en oeuvre, ce qui n'est pas le cas aujourd'hui*", a expliqué M. Le Drian. Cette mission passe par "*la sécurisation des rues, des itinéraires principaux pour permettre aux gens d'aller même à l'hôpital*", a-t-il expliqué.

La Centrafrique, pays très pauvre de 4,6 millions d'habitants, est plongée dans le chaos et un engrenage de violences inter-communautaires et inter-religieuses entre chrétiens (80% de la population) et musulmans depuis le renversement en mars du président François Bozizé par une coalition hétéroclite à dominante musulmane, la Séléka.

Le chef de la Séléka, Michel Djotodia, a été investi aux fonctions de président de transition en août, puis a dissous la Séléka, sans parvenir à rétablir l'ordre.

Un article Le Point.fr du 6 décembre 2013

Empoisonnement d'Arafat : les Suisses persistent et signent. (07.12)

L'Institut de radiophysique de Lausanne dit "ne pas comprendre" les conclusions des experts français allant dans le sens d'une "mort naturelle".

Les scientifiques suisses ne sont pas d'accord avec leurs collègues français et tiennent à le faire savoir. L'équipe d'experts de l'Institut de radiophysique de Lausanne, dont les conclusions sur un possible empoisonnement de Yasser Arafat ont été contredites mardi par des experts français, répète que l'on peut *"raisonnablement soutenir la thèse d'un empoisonnement"* du raïs palestinien au polonium-210, une substance radioactive invisible hautement toxique. Interrogé par la Radio télévision suisse (RTS), le professeur Patrice Mangin, directeur du Centre universitaire romand de médecine légale, qui a dirigé l'expertise suisse, se dit *"surpris par les explications"* fournies par les scientifiques français.

Les équipes suisses et françaises, mandatées respectivement par l'Autorité palestinienne et le parquet de Nanterre, ont pu analyser des échantillons prélevés sur la dépouille de l'ancien dirigeant palestinien, exhumée le 27 novembre 2012. Un an plus tard, ils arrivent au même résultat : le corps de Yasser Arafat contient bien un taux de polonium-210 supérieur à la moyenne. D'après les Suisses, les quantités de polonium-210 mesurées seraient même jusqu'à 20 fois supérieures à la normale.

Mais là où le laboratoire de Lausanne évoque la thèse d'un empoisonnement, l'équipe française attribue la présence du gaz toxique à une *"origine environnementale naturelle"*, à savoir l'existence d'un gaz radioactif naturel, le radon, dans la tombe du défunt. Ainsi, les Français vont dans le sens d'une *"mort naturelle"*, même si, à la différence du rapport suisse, le document français n'est pas disponible dans son intégralité. Une conclusion que le professeur Patrice Mangin trouve pour le moins *"étrange"* et dit *"ne pas comprendre"*, d'autant plus que les scientifiques français ne disposent pas de diagnostic précis.

À la mort du raïs en 2004, *"les plus grands experts de la place de Paris se sont penchés sur son sort et aucune cause n'a été établie"*, rappelle le directeur du Centre universitaire romand de médecine légale. *"L'hypothèse de l'infection a été, semble-t-il, celle qui a été le plus facilement écartée. Il n'y avait pas de fièvre, pas de syndrome infectieux et toutes les investigations microbiologiques se sont révélées négatives."* Et le scientifique de s'interroger sur les nombreuses zones d'ombre qui entourent l'affaire, comme l'absence d'autopsie du corps ou la destruction des échantillons prélevés à l'époque par l'Institut de recherche dépendant de l'armée.

Autre personne à s'étonner des conclusions françaises, la veuve du raïs, Souha Arafat, qui s'est dite mercredi *"convaincue"* que son mari *"n'est pas décédé de mort naturelle"*. S'estimant *"choquée"* que le rapport médical français qui lui a été transmis *"se résume à 4 pages"*, contre 108 pour le document suisse, la veuve du raïs palestinien a demandé, par la voix de son avocat, que l'expertise du laboratoire de Lausanne soit versée à la procédure française afin d'apporter une conclusion *"homogène"*. Quant à l'équipe russe, la troisième à avoir analysé les échantillons de la dépouille du raïs, elle a conclu à l'impossibilité de déterminer si le polonium est bien la cause du décès de Yasser Arafat.

"On va rester dans le doute", prédit Patrice Mangin. L'équipe de l'Institut de radiophysique de Lausanne reste toutefois très prudente sur la thèse d'un empoisonnement. *"Nous avons simplement évoqué une hypothèse, mais nous n'avons pas d'élément de certitude"*, rappelle le scientifique. Interrogé par le journaliste Darius Rochebin sur les moyens de se procurer du polonium, Patrice Mangin rappelle néanmoins qu'il est *"difficile"* d'en obtenir. *"Pour fabriquer du polonium, il faut disposer d'un réacteur, et ce sont les États qui maîtrisent ce genre de chimie"*, souligne-t-il.

Un article mondialisation.ca du 9 décembre 2013

La lutte pour l'Ukraine. (10.12)

De Peter Schwarz

La vague de manifestations en cours en Ukraine porte les étiquettes « *Made in Germany* » « *Made in UE* » et « *Made in America* ». Les médias occidentaux font de laborieux efforts pour dépeindre les manifestations de Kiev comme une lutte pour la démocratie et la primauté du droit. En fait, elles font partie d'un conflit sur des questions géostratégiques. Le but est de repousser l'influence de la Russie et de soumettre l'Ukraine à la domination de l'Allemagne, de l'Union européenne et de l'OTAN.

Il y a neuf ans, la révolution 'orange' a été organisée avec le soutien politique et financier massif du gouvernement américain et des ONG américaines telles que l'Open Society Institute du milliardaire George Soros. Ces forces ont réussi à faire annuler l'élection présidentielle et à s'assurer que le tandem pro-UE et pro-US de Viktor Yushchenko et Julia Tymoshenko prenne le pouvoir en tant que chef de l'Etat et chef du gouvernement à la place de Viktor Yanukovich, qui était considéré comme l'homme de main de la Russie. Le duo est cependant rapidement tombé en défaveur et Ianoukovitch a été en mesure de se faire élire au poste de Président en 2010.

Maintenant une autre tentative est mise en oeuvre pour amener au pouvoir un régime qui subordonnera à l'UE l'ancienne république soviétique et le grenier à blé de l'Empire russe. Un examen de la direction politique des protestations révèle leur caractère réactionnaire. Elles sont conduites par trois partis, dont deux ont des relations étroites avec le camp conservateur au sein de l'UE, tandis que le troisième est ouvertement fasciste.

Le parti *Batkivshchyna* (Patrie), dirigé par Julia Tymoshenko, actuellement emprisonnée, a le statut d'observateur dans le Parti populaire européen, l'association des partis chrétiens-démocrates et conservateurs de l'Europe. UDAR (Coup), dirigé par le champion de boxe Vitali Klitschko, qui réside en Allemagne, est une création de l'Union chrétienne démocrate (CDU) de la chancelière allemande Angela Merkel et de son groupe de réflexion, la Fondation Konrad Adenauer. Cette dernière annonce publiquement sur son site Web des séminaires consacrés à l'éducation politique des membres de l'UDAR.

Selon une étude intitulée « L'extrême droite en Ukraine (texte en anglais) » par la Fondation allemande Friedrich Ebert, le troisième parti, *Svoboda* (Liberté), est « *le porte drapeau d'une idéologie d'extrême-droite radicale* ». Le nom original du parti était Parti national-socialiste d'Ukraine. Il utilisait comme emblème un logo qui rappelle la croix gammée nazie. Sur les conseils du Front National (FN) français, avec qui il travaille en étroite collaboration, il a décidé d'adopter un nom moins provocateur.

Arseniy Yatsenyuk (Patrie) and Vitali Klitschko (le dirigeant d'UDAR) tiennent des conférences de presse communes avec Oleh Tyahnybok de *Svoboda*. Tyahnybok est un néo-nazi notoire connu pour son ultranationalisme, sa xénophobie et son antisémitisme.

Les dirigeants politiques européens et américains ont exprimé leur solidarité avec les protestations en Ukraine. Les mêmes forces qui ont tacitement soutenues la brutalité de la police, qui passe à tabac sans pitié les opposants aux politiques d'austérité de l'UE à Athènes, Madrid et ailleurs, proclament maintenant leur indignation face à la brutalité de la police ukrainienne.

Le Secrétaire d'Etat des USA, John Kerry, a exhorté le gouvernement ukrainien à « écouter la voix de son peuple », tandis que son homologue allemand, Guido Westerwelle, est intervenu personnellement mercredi pour se mêler à des manifestants à Kiev. Le secrétaire général de l'OTAN, Anders Fogh Rasmussen, a demandé que le gouvernement ukrainien garantisse le droit à la liberté d'expression et de réunion. Le gouvernement allemand, qui vient de lancer de nouvelles poursuites contre le Parti national-démocrate d'Allemagne, néo-fasciste, défend le droit de manifester des fascistes ukrainiens.

Bien qu'elle réclame la démission du Président et des nouvelles élections, l'opposition ne jouit pas du soutien de la majorité des Ukrainiens. Une motion de censure contre le gouvernement a échoué mardi au

Parlement. L'Accord d'association de libre-échange avec l'Union européenne que l'opposition veut mettre en oeuvre aurait un effet dévastateur sur de larges couches de la population ukrainienne.

L'accord avec l'UE exclut l'adhésion simultanée dans une union douanière menée par la Russie et couperait donc l'Ukraine de son principal partenaire commercial, avec lequel son industrie et ses voies de transport sont étroitement connectées. La suppression des droits de douane sur les produits européens signifierait aussi la faillite pour de nombreuses industries ukrainiennes.

Les termes de l'accord, qui comprennent l'introduction des règles de l'UE en matière de déréglementation du marché du travail, de privatisation des entreprises publiques et de réduction de la dette publique, auraient un impact social semblable au programmes d'austérité imposé à la Grèce, à la Roumanie et à d'autres pays. Le Fonds monétaire International (FMI) a déjà refusé à l'Ukraine un crédit indispensable parce que le gouvernement refuse une hausse du prix du gaz de 40 %, ce qui entraînerait inévitablement la mort de nombreux chômeurs et retraités, incapables de payer leurs factures de chauffage.

L'Accord d'association transformerait le pays en un vaste atelier pour les entreprises allemandes et européennes, qui pourraient produire à des taux de salaires inférieurs à ceux de la Chine. Dans le même temps, les ressources naturelles du pays, son territoire vaste et fertile et son marché intérieur de 46 millions d'habitants font de l'Ukraine une cible alléchante pour les entreprises allemandes et européennes.

L'accord renforcerait également le jeu de l'UE contre la Russie. Une union douanière ou une union eurasienne comprenant la Russie et l'Ukraine aurait eu une position beaucoup plus forte dans les négociations commerciales avec l'UE qu'une Russie isolée.

L'Allemagne, l'Union européenne et les Etats-Unis poursuivent des objectifs non seulement économiques, mais aussi géopolitiques en Ukraine. Étant donné la perte d'influence en Europe de l'est de la Russie depuis la dissolution de l'Union soviétique, l'intégration de l'Ukraine dans l'UE pousserait la Russie à la périphérie de l'Europe.

Depuis la fin du XVIIIe siècle, l'Ukraine a constitué une partie importante de l'État russe et soviétique. Par ailleurs, la flotte russe de la mer Noire est située en Crimée dans un port, loué à la Russie par l'Ukraine.

Tant les États-Unis que l'UE ont intérêt à l'affaiblissement de la Russie, qui est considérée comme une alliée importante de la Chine. Immédiatement après son élection en mars, le Président chinois Xi Jinping s'est rendu à Moscou pour renforcer le « *partenariat stratégique* » entre les deux pays. Les deux pays se sentent menacés sur le plan économique et stratégique par les incursions agressives des Etats-Unis et de ses alliés en Asie, au Moyen-Orient et en Afrique.

La Chine développe également ses liens économiques avec l'Ukraine, dont les échanges commerciaux avec la Chine atteignent actuellement environ 5 % de son commerce extérieur. En octobre, le South China Morning Post a rapporté que l'entreprise publique chinoise XPCC avait conclu un accord avec la société ukrainienne agricole KSG Agro pour avoir accès à 100.000 hectares de terres arables pour la production d'aliments destinés à la Chine. Cette zone doit être étendue à 3 millions d'hectares, la taille de la Belgique ou du Massachusetts.

La Chine a déjà accordé au pays des prêts de 10 milliards de dollars. L'Ukraine considère ses relations économiques avec la Chine comme si importantes que le Président Yanukovich est parti mardi pour une visite d'Etat de quatre jours à Pékin, malgré la crise politique en cours.

Tel est l'arrière-plan des tentatives de l'Union européenne et du gouvernement allemand d'utiliser les manifestations de Kiev pour déstabiliser le gouvernement ukrainien. Leur initiative a été lancée en tandem avec les États-Unis, qui étendent systématiquement leur présence militaire en Asie pour encercler la Chine et miner son influence dans la région. À cette fin, les États-Unis ont massivement intensifié leur pression sur la Chine ces dernières semaines.

L'offensive contre l'Ukraine soulève de profondes questions historiques. Au cours de deux guerres mondiales, l'Allemagne a cherché à placer l'Ukraine sous son contrôle et a commis des crimes abominables au cours de ces entreprises.

L'audace actuelle du gouvernement allemand soulève de nouveaux dangers. Les tensions internationales croissantes peuvent rapidement se transformer en un conflit armé.

Article original, WSWS, publié le 6 décembre 2013

Un article publié par michelcollon.info du 9 décembre 2013

La France était le meilleur soutien de l'apartheid en Afrique du Sud. (10.12)

Le deal gaulliste était simple : la France ignore l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, et en contrepartie, l'Afrique du Sud fournit à la France l'uranium à usage civil et militaire nécessaire pour le développement de sa production énergétique et la mise à niveau de sa force de frappe.

Une polémique à deux balles met en cause l'attitude du Front National vis-à-vis de l'Afrique du Sud. Jean-Marie Le Pen expliquait, au moment de la libération de Nelson Mandela, que l'évènement ne l'avait « *ni ému, ni ravi* », en raison d'« *une espèce de méfiance à l'égard des terroristes quel que soit le niveau auquel ils se situent* ». De la vieille carne raciste...

Mais ce serait une grave erreur de focaliser sur Le Pen, et le rappel de quelques points d'histoire montre que tout le système était pourri. La France gaulliste, puis giscardienne, a été le meilleur soutien de l'Afrique du Sud du temps de l'apartheid. Eh oui.

Le tournant de l'Onu de 1963

Les Nations Unies se sont ouvertement engagées dans la lutte contre l'apartheid en Afrique du Sud à partir de 1963, par deux actes.

(C'est la mobilisation des masses en Afrique du Sud relayée par le mouvement ouvrier international suite à la terrible répression orchestrée par le régime de l'apartheid qui a conduit l'ONU à décider cette mesure.

Entre 1961 et 1963, quelque cent quatre-vingt-dix attaques armées sont répertoriées, principalement à Johannesburg, à Durban et au Cap. C'est aussi en 1963 que Nelson Mandela est condamné à perpétuité pour terrorisme et les autres chefs de l'ANC sont emprisonnés ou exilés. (Wikipedia)

Il faut remettre les choses à leur place et ne pas laisser penser que l'ONU aurait défendu un jour dans le monde une quelconque cause sociale ou se serait placé au côté des opprimés, bien au contraire, ce n'est pas sa fonction, elle n'a pas été créée pour cela, pas plus l'UE. C'est le genre d'entailles dans la réalité qu'on ne peut pas admettre. - Note de La voix de l'Opposition de gauche)

Le premier est la résolution 181 du 7 août 1963 du Conseil de sécurité appelant tous les États à arrêter la vente et la livraison d'armes, de munitions et de véhicules militaires à l'Afrique du Sud.

Le second est la résolution 1899 (XVIII) de l'Assemblée générale du 13 novembre 1963 qui engage instamment tous les États à s'abstenir de fournir du pétrole à l'Afrique du Sud. C'est-à-dire qu'à partir de ce moment-là, il ne pouvait plus exister de doute sur la nature raciste et criminelle du régime, et ce en particulier pour la France, membre du Conseil de sécurité, et omniprésente en Afrique, gérant par ses réseaux son ancien empire.

Or, la France va tout simplement s'opposer à l'ONU pour soutenir les racistes. Les bases du deal faisait partie des choix essentiels du général de brigade à titre temporaire De Gaulle Charles : tout est bon pour assurer la maîtrise du nucléaire.

De Gaulle bafoue l'ONU, ignore le crime et soutient l'apartheid

Le deal gaulliste était simple : la France ignore l'embargo sur les livraisons d'armes à l'Afrique du Sud, et en contrepartie, l'Afrique du Sud fournit à la France l'uranium à usage civil et militaire nécessaire pour le développement de sa production énergétique et la mise à niveau de sa force de frappe.

L'uranium sud-africain a été la condition de la réussite du nucléaire français. Acheté hors du contrôle de l'Agence Internationale de l'Energie Atomique, via sa filiale la COGEMA, le CEA a ainsi bénéficié de livraisons d'uranium pour 1000 tonnes par an, pendant plus de dix ans, un apport considérable, représentant la moitié des besoins.

Les contreparties ont été doubles.

D'abord, les ventes d'armes. Ces années ont été celles d'un flux constant de livraison de matériel militaire, malgré les résolutions que la France avait votées à l'ONU ! L'Afrique du Sud était isolée, et le marché était trop tentant... Le gouvernement français se justifiait par l'argumentaire fatigué de la distinction entre les armes défensives et offensives... une blague éternelle, alors que l'Afrique du Sud cherchait en réalité l'expérience des militaires français dans les guerres d'indépendance. Sous De Gaulle et Pompidou, l'Afrique du Sud était le 3^e client pour l'armement... Dassault et la SNECMA se sont gavés.

Ensuite, le flux commercial. L'Afrique du Sud, prospère et maudite en Europe, a été une aubaine pour les entreprises françaises. En 1975, le Centre Français du Commerce Extérieur (CFCE) fait le bilan : « *La France est considérée comme le seul véritable soutien de l'Afrique du Sud parmi les grands pays occidentaux. Non seulement elle lui fournit l'essentiel des armements nécessaires à sa défense, mais elle s'est montrée bienveillante, sinon un allié, dans les débats et les votes des organisations internationales* ».

Giscard accélère...

Giscard, élu en 1974, accepte avec enthousiasme cet héritage, multiplie les contrats d'armements, double les importations d'uranium dans le contexte du choc pétrolier... et vend des centrales nucléaires par le contrat de Koeberg, en mai 1976. Mais, ce contrat est le coup de trop, et les réactions dans le monde obligent la France à abandonner l'Afrique du Sud, décidant en août 1977 de rejoindre l'embargo sur les armes. Ce qui ne remet pas en cause les marchés en cours, dont deux sous-marins Agosta...

Au service de cette complicité avec le crime, s'activait un puissant lobby, diabolisant la cause des Noirs en Afrique du Sud, mi-terroristes, mi-communistes... L'une des bases était le groupe parlementaire d'amitiés France Afrique, du Sud présidé par le gaulliste Raymond Schmitlein, et dont le président d'honneur était Pierre Raynaud, l'ancien président du Conseil.

La présidence a ensuite été confiée au député Jacques Médecin, qui le 6 Juillet 1974, a signé le jumelage entre sa ville et celle du Cap. Le député communiste Virgile Barel avait interrogé le ministre de l'Intérieur, Michel Poniatowski, qui lui a répondu au Journal officiel du 10 août 1974 : « *Les jumelages entre communes françaises et étrangères sont actuellement à la seule initiative des collectivités locales, l'Etat n'ayant pas de responsabilité en la matière et n'intervenant ni pour autoriser les jumelages, ni pour les soutenir financièrement. Au surplus, une intervention des autorités de tutelle dans ce domaine serait incompatible avec la loi n° 70.1297 du 31 décembre 1970 sur la gestion municipale et les libertés communales* »

En 1974, le jeune VGE ne risquait pas de sanctionner Jacques Médecin, alors qu'il intensifiait la coopération avec le régime de l'apartheid. Mieux : en 1976, il nommait Médecin secrétaire d'Etat au tourisme.

Source : lesactualitesdudroit.20minutes-blogs.fr

Un article du Réseau Voltaire du 9 décembre 2013

Mandela et Israël. (10.12)

Les Occidentaux pleurent la mort de Nelson Mandela avec plus de tristesse que n'en manifestent les Africains. Ce deuil est une manière de solder l'idéologie coloniale et les crimes qui furent commis en son nom. Mais il est incompréhensible que ce torrent d'hommages fasse l'impasse sur la persistance d'un État raciste, historiquement fondé comme l'Afrique du Sud selon la vision du monde de Cecil Rhodes, le théoricien de « *l'impérialisme germanique* ». L'exemple de Mandela reste à suivre.

par Thierry Meyssan

L'oeuvre de Nelson Mandela est célébrée, partout dans le monde, à l'occasion de son décès. Mais à quoi son exemple sert-il si nous acceptons que perdure dans un État —Israël— l'idéologie raciale qu'il a vaincue en Afrique du Sud ?

Le sionisme n'est pas un fruit du judaïsme, qui y fut longtemps farouchement opposé. C'est un projet impérialiste né de l'idéologie puritaine britannique. Au XVII^e siècle, Lord Cromwell renversa la monarchie anglaise et proclama la République. Il instaura une société égalitaire et entendit étendre autant que faire se peut la puissance de son pays. Pour cela, il espérait nouer une alliance avec la diaspora juive qui deviendrait l'avant-garde de l'impérialisme britannique. Il autorisa donc le retour des juifs en Angleterre, dont ils avaient été chassés quatre cent ans plus tôt, et annonça qu'il créerait un État juif, Israël. Cependant il mourut sans avoir réussi à convaincre les juifs de se joindre à son projet.

L'Empire britannique n'a depuis cessé de solliciter la diaspora juive et de proposer la création d'un État juif, comme le fit Benjamin Disraéli, Premier ministre de la reine Victoria à la conférence de Berlin (1884). Les choses changèrent avec le théoricien de l'impérialisme britannique, le « *très honorable* » Cecil Rhodes —le fondateur des diamants De Beers et de la Rhodésie—, qui trouva en Theodor Herzl le lobbyiste qu'il lui fallait. Les deux hommes échangèrent une abondante correspondance dont la reproduction fut interdite par la Couronne lors du centenaire de la mort de Rhodes. Le monde devait être dominé par la « *race germanique* » (c'est-à-dire selon eux, outre les Allemands, les Britanniques —Irlandais inclus—, les États-Uniens et Canadiens, les Australiens et Néo-Zélandais, et les Sud-Africains), qui devaient étendre leur empire en conquérant des terres nouvelles avec l'aide des juifs.

Theodor Hertzl fut non seulement capable de convaincre la diaspora de se rallier à ce projet, mais il renversa l'opinion de sa communauté en utilisant ses mythes bibliques. L'État juif ne serait pas sur une terre vierge, en Ouganda ou en Argentine, mais en Palestine avec Jérusalem comme capitale. De sorte que l'actuel État d'Israël est à la fois le fils de l'impérialisme et du judaïsme.

Israël, dès sa proclamation unilatérale, s'est tourné vers l'Afrique du Sud et la Rhodésie, seuls États avec lui à afficher le colonialisme de Rhodes. Peu importe de ce point de vue que les Afrikaneers aient soutenu le nazisme, ils étaient nourris de la même vision du monde. Bien que le Premier ministre John Vorster ne fit de voyage officiel en Palestine occupée qu'en 1976, dès 1953 l'Assemblée générale des Nations Unies condamna « *l'alliance entre le racisme sud-africain et le sionisme* ». Les deux États travaillèrent en étroite collaboration que ce soit en matière de manipulation des médias occidentaux, de transports pour contourner les embargos, ou encore pour mettre au point la bombe atomique.

L'exemple de Nelson Mandela montre qu'il est possible de s'affranchir de cette idéologie et d'atteindre la paix civile. Aujourd'hui, Israël est le seul héritier au monde de l'impérialisme selon Cecil Rhodes. La paix civile suppose qu'Israéliens et Palestiniens trouvent leur De Klerk et leur Mandela.

Un article Reuters du 10 décembre 2013

La Suède s'interroge sur ses écoles privées. (11.12)

Vingt ans après le lancement d'un programme de privatisation partielle des écoles secondaires, la Suède s'interroge sur le bien-fondé d'une telle politique, marquée par la faillite de nombreux établissements et la baisse du niveau des élèves.

Au début des années 1990, l'Etat a fourni aux parents des bons finançant l'inscription de leur enfant dans les premiers collèges privés du pays, autorisés par ailleurs à faire des bénéfices.

Le système, inédit à l'époque en Europe, a depuis fait école, notamment en Grande-Bretagne.

Mais aujourd'hui, le bilan financier et éducatif de ces établissements fait débat en Suède, après la faillite proclamée de plusieurs d'entre eux dont celle, spectaculaire, de JB Education, une école secondaire propriété de l'entreprise Axcel et qui accueillait 11.000 élèves.

"Je pense que dans notre aveuglement, nous avons beaucoup trop cru que davantage d'écoles privées signifierait un meilleur niveau d'éducation", a reconnu récemment Tomas Tobe, président de la commission de l'Education au parlement et chef de file du Parti du rassemblement modéré, pivot de la coalition au pouvoir.

Un quart des établissements scolaires du secondaire sont désormais privés dans le pays, et financés en partie par des fonds publics, soit le double de la moyenne observée dans l'ensemble des pays industrialisés.

Près de la moitié de ces établissements sont la propriété partielle ou totale d'entreprises, qui peuvent en tirer des bénéfices.

Les Verts, longtemps partisans eux aussi de la privatisation, ont battu leur coulpe le mois dernier dans une tribune publiée par un grand quotidien sous le titre *"Pardonnez-nous, notre politique a fait dériver nos écoles"*.

INSOLVABILITÉ

La faillite de JB Education, qui laisse une ardoise d'un milliard de couronnes (111 millions d'euros) et un millier d'enseignants au chômage, n'est pas une exception. Des dizaines d'autres établissements ont ainsi connu des revers de fortune.

En outre, un collège suédois sur quatre perd de l'argent et le risque d'insolvabilité a augmenté de 188% depuis 2008, selon UC, une firme d'informations sur le crédit aux entreprises.

Ces difficultés financières trouvent aussi leur source dans la démographie. Le nombre d'élèves dans le secondaire est en baisse et ne devrait retrouver ses niveaux de fréquentation passés que dans une génération au mieux.

La situation actuelle s'explique aussi par la dérégulation totale intervenue depuis vingt ans. La Suède est passée ainsi en quelques années d'une structure étatique très rigide à un laxisme autorisant tout, ou presque.

Un homme condamné pour pédophilie avait pu ainsi ouvrir plusieurs écoles sans enquête préalable des autorités de tutelle.

"J'ai souvent dit qu'il était plus facile d'ouvrir une école indépendante qu'une baraque à hot dogs. Quand on incite à la liberté de choix, on perd de vue le contrôle de la qualité", souligne Eva-Lis Siren, secrétaire générale de Lararförbundet, le principal syndicat enseignant.

Selon une étude de l'Agence nationale pour l'éducation, un institut public, un élève de 15 ans sur quatre n'est pas capable de comprendre un texte factuel de base.

"A mon sens, cela n'a pas seulement un impact sur le statut de la Suède en tant que nation détentrice de savoir. Cela agit aussi sur l'évolution de la démocratie", juge la directrice de l'Agence, Anna Ekstrom.

ENSEIGNANTS SANS DIPLÔME

L'an dernier, les inspecteurs de l'Education nationale ont reproché à JB Education de ne pas agir suffisamment en faveur de la qualité de l'enseignement et de se contenter de faire passer les examens aux élèves.

Ils ont aussi dénoncé le mode de fonctionnement de Praktiska Sverige, qui accueille plus de 5.000 élèves dans ses établissements et engage des enseignants sans diplôme en CDD tout en réduisant le nombre de bibliothèques scolaires à sa plus simple expression

La durée d'engagement des entreprises dans un projet d'école fait également débat. Le ministre de l'Education, Jan Björklund (centre-droit), va présenter un projet de loi obligeant les investisseurs potentiels à s'impliquer pendant au moins dix ans, alors que nombre d'entre eux misent un projet à cinq ou sept ans.

Les dirigeants politiques suédois, dans leur majorité, n'envisagent pas de revenir au système éducatif d'antan, dans lequel parents et enfants n'avaient pratiquement aucun choix.

Mais un récent sondage montre que 58% des Suédois souhaitent que les entreprises privées investissant dans l'école ne puissent légalement pas faire de bénéfices.

Les dérives rencontrées dans le milieu éducatif incitent par ailleurs les politiques à s'interroger sur le rôle trop important joué par le marché libre dans d'autres secteurs d'activité.

Jan Björklund propose ainsi que les entreprises privées soient interdites dans le domaine de la santé, y compris dans l'accueil et les soins aux personnes âgées.

Commentaire.

Un jour, quand il sera trop tard de préférence, une dépêche tombera du ciel informant le monde entier que ce qui était présenté comme un "*modèle social*" était en réalité un véritable cauchemar pour la population de ce pays transformée en zombie participant à sa propre déchéance depuis de longues décennies, miracle rendu possible grâce à la collaboration du mouvement ouvrier lobotomisé.

Ben oui, je sais que cela va encore faire hurler les vendus et nantis (en général cela va ensemble) qui ont soutenu PS et PCF depuis plus d'un demi-siècle. Vous ou moi vous ne savons peut-être pas ce qui se passe dans ce petit pays quotidiennement, mais ceux qui se réclament du mouvement ouvrier en Suède, leurs homologues qui les connaissent et les rencontrent, eux ils le savent forcément, cela ne les dérange pas vraiment puisqu'ils participent aux institutions...

Un article liberation.fr du 14 décembre 2013

Merkel gouvernera avec les sociaux démocrates . (15.12)

Le SPD allemand a approuvé le projet de gouvernement commun avec la chancelière conservatrice.

Le parti social démocrate allemand (SPD) a annoncé, samedi, que ses adhérents avaient approuvé le projet de gouvernement commun avec les conservateurs, ouvrant la voie à une réélection d'Angela Merkel pour un troisième mandat de chancelière.

La direction du SPD a annoncé une victoire du «oui» avec près de 76% des voix, dans un vote par correspondance organisé auprès de ses quelque 470.000 adhérents. Malgré de fortes réticences initiales parmi les militants, le président du parti, Sigmar Gabriel, a réussi à rassembler derrière lui une majorité nette, obtenue avec un taux de participation élevé, proche de 78%. Ce qui renforce son autorité à la tête du SPD. «*Cela fait longtemps que je n'ai pas été aussi fier d'être social-démocrate*», s'est-il félicité, sous les acclamations de centaines de militants du SPD venus de toute l'Allemagne pour aider au dépouillement des bulletins de votes.

Ce résultat met un terme à des semaines de tractations difficiles pour former un gouvernement de «grande coalition» sous l'autorité de la chancelière conservatrice, arrivée largement en tête des législatives du 22 septembre. Avec 41,5% des voix, Angela Merkel avait frôlé la majorité absolue. Mais la défaillance de son allié libéral (FPD) éjecté du parlement, l'a obligé à de longues négociations avec les sociaux-démocrates arrivés deuxièmes (25,7%).

Les conservateurs (CDU) ont salué le résultat du vote des militants SPD: «*Tout est en place pour la formation d'une coalition commune. [...] Nous nous réjouissons que le travail du gouvernement commun puisse commencer rapidement.*»

Neuf postes aux conservateurs, six aux sociaux démocrates

Pour convaincre ses troupes, Sigmar Gabriel avait sillonné l'Allemagne depuis deux semaines, à la rencontre des militants de base, vantant les mesures de progrès social du contrat de coalition annoncé fin novembre: salaire minimum horaire de 8,50 euros, amélioration des petites retraites, mécanisme de limitation des hausses de loyer... Les mesures sociales et les investissements du nouveau gouvernement, évalués à 23 milliards d'euros d'ici 2017, ont cependant été très critiqués par les milieux patronaux et une grande partie de la presse.

La composition du nouveau gouvernement de «grande coalition» doit être annoncée officiellement dimanche. Neuf postes seront attribués aux conservateurs (CDU/CSU), six aux sociaux démocrates. Mais la plupart des nominations ont déjà fuité dans la presse. Wolfgang Schäuble, 71 ans, vieux routier de la politique allemande et fidèle lieutenant de Merkel, conserverait le ministère des Finances, fort d'une solide réputation forgée durant la crise de l'euro. Le cacique du SPD Frank-Walter Steinmeier, 57 ans, reviendrait aux Affaires étrangères, comme lors de la première «*grande coalition*» de Merkel (2005-2009). Le président du SPD, Sigmar Gabriel, dirigerait un grand ministère de l'Économie, chapeautant aussi la transition énergétique, projet phare de l'Allemagne pour les prochaines années.

Les analystes promettent à ce gouvernement une grande stabilité en raison de sa majorité écrasante au parlement. Merkel doit désormais être réélue chancelière pour quatre ans, lors d'un vote des députés du Bundestag mardi.

Commentaire.

Se confirme donc ce que nous avons affirmé les dernières semaines, les bavards (du POI notamment) qui avaient laissé entendre qu'un dénouement différent était encore possible en seront une nouvelle fois pour leurs frais. Ils n'avaient fait que laisser libre cours à leurs propres souhaits trahissant ainsi leur véritable nature politique de suppôt du régime. C'est une constance chez eux notez bien, cela ne date pas d'hier.

Un article AFP du 17 décembre 2013

Le syndicaliste Edouard Martin tête de liste PS aux européennes. (19.12)

L'emblématique syndicaliste CFDT d'ArcelorMittal à Florange (Moselle), Edouard Martin, 50 ans, a choisi de se lancer en politique en annonçant qu'il sera tête de liste PS aux élections européennes de 2014 dans la circonscription du Grand Est.

"Oui, je serai tête de liste sur la liste socialiste dans le Grand Est. J'ai accepté la proposition qui m'a été faite", a déclaré Edouard Martin au journal de 20H00 de France 2.

Edouard Martin avait été propulsé l'an dernier sur le devant de la scène à l'occasion de la lutte contre la fermeture des hauts fourneaux lorrains.

A l'époque, le syndicaliste n'avait pas mâché ses mots contre le gouvernement de Jean-Marc Ayrault, à qui il reprochait d'avoir cédé face à ArcelorMittal sur Florange.

"Monsieur le Président, vous attendez quoi? Qu'il y ait un malheur ici? Eh bien, nous, on va être votre malheur!": l'image d'un Édouard Martin, submergé par la colère et la tristesse, interpellant François Hollande avait marqué le combat de Florange.

Avec son sens de la formule et sa belle gueule burinée, le cédétiste, né en Andalousie et arrivé en Lorraine avec sa famille au début des années 1970, était devenu l'ambassadeur des sidérurgistes, arpentant sans relâche les plateaux télévisés et multipliant les opérations médiatiques, tout en faisant grincer des dents dans les rangs syndicaux à Florange.

Depuis la parution en avril de son livre "*Ne lâchons rien*" sur ses mois de lutte syndicale, M. Martin avait à plusieurs reprises laissé entendre qu'il pourrait s'engager en politique.

Mais jusqu'à récemment il se méfiait du PS, de peur d'être utilisé comme un "gadget" électoral.

Il a récusé mardi avoir changé de camp. "*Ceux qui disent ça, c'est mal me connaître*", a-t-il rétorqué.

"*Je ne renie rien et je n'enlève rien à ce que nous avons dit et fait*", a-t-il souligné, appelant les ouvriers de Florange à se "*tourner vers l'avenir*", après la fermeture des hauts fourneaux en avril et la promesse du président François Hollande en septembre de créer un centre de recherche dans la métallurgie à Florange.

"*Je m'engage dans une nouvelle mission: je n'ai pas l'impression de m'engager en politique, dans le sens où je n'ai pas programmé de faire une carrière politique. J'ai simplement envie de continuer le combat que nous menons depuis maintenant plusieurs années sur le maintien de l'industrie en France et en Europe, et j'ai envie de le poursuivre à un autre niveau, au niveau européen, parce que c'est là que se prennent toutes les grandes décisions qui nous impactent*", a-t-il ajouté.

La nomination du charismatique leader syndical de Florange est un coup dur pour l'eurodéputée Catherine Trautmann, actuelle chef de délégation socialiste française au Parlement européen, initialement pressentie pour diriger la liste.

Elle a toutefois estimé que la campagne serait "*énergisée par sa venue*", qui "*doit nous permettre de gagner une troisième place*" dans cette circonscription où le PS en avait obtenu deux aux dernières élections.

Le Premier secrétaire du PS, Harlem Désir, s'est aussi félicité du ralliement d'Edouard Martin, y voyant une "*très grande fierté pour les socialistes*".

"*Edouard Martin apportera la force de ses valeurs et de ses convictions à notre combat pour une nouvelle politique industrielle européenne, pour la croissance et l'emploi, et pour une véritable Europe sociale protectrice des droits des travailleurs*", a souligné Harlem Désir.

Le ralliement du syndicaliste mosellan fait écho, à Paris, à celui de Didier Le Reste, ex-leader de la CGT Cheminots, qui est sur la liste PS d'Anne Hidalgo aux municipales.

Pour l'ancienne ministre UMP Nadine Morano, l'offre du PS à Edouard Martin *"est la récompense d'un syndicaliste qui ne menait pas un combat pour les salariés de Florange, qui menait un combat personnel et surtout un combat politique"*.

Un article publié le monde.fr du 17 décembre 2013

Les produits dérivés dépassent leur niveau d'avant-crise. (19.12)

« *Les produits dérivés sont une arme de destruction massive* », a coutume de dire l'investisseur et milliardaire américain Warren Buffett. L'étude publiée mardi 17 décembre par le cabinet d'analyse financière indépendante AlphaValue, intitulée « *Quelles banques sont des Fukushima en puissance ?* », montre que ce n'est pas près de changer. Celle-ci révèle en effet que la valeur notionnelle des dérivés (c'est-à-dire la valeur faciale qui apparaît sur les contrats de ces produits) dépasse désormais son niveau d'avant la crise des subprimes.

Au premier semestre 2013, elle s'élevait en effet à 693 000 milliards de dollars, contre 684 000 milliards au premier semestre 2008, selon les chiffres que le cabinet a tirés des rapports de la Banque des règlements internationaux (BRI). L'équivalent de dix fois le PIB mondial, contre trois fois le PIB mondial il y a quinze ans. « C'est un risque potentiel énorme, et la crise n'a pas changé les pratiques des banques en la matière », explique Christophe Nijdam, qui a piloté l'étude.

CDS, dérivés de taux, swaps... Les produits dérivés sont des instruments financiers dont la valeur varie en fonction du prix d'un actif appelé sous-jacent, qui peut être une action, une obligation, une monnaie, un taux, un indice ou encore une matière première. Ils ont été créés à l'origine par les agriculteurs afin de se couvrir contre les risques financiers, comme par exemple la flambée, ou au contraire l'effondrement, du prix du blé ou du café. Mais dès les années 1980, ils ont été progressivement détournés par les banques à des fins de spéculation.

Selon la BRI, sur les 5 300 milliards de dollars échangés tous les jours sur le seul marché des changes, seuls 7 à 8 % seraient utilisés par des opérateurs finaux non financiers souhaitant réellement se prémunir contre les risques. Or, la crise des subprimes l'a rappelé, les produits dérivés sont loin d'être sans danger. « *La plupart s'échangent de gré à gré, c'est-à-dire d'un établissement à l'autre, sans règle de sécurité et dans l'opacité totale* », explique-t-on à Finance Watch, une association qui milite pour une meilleure régulation de la finance.

L'assureur américain AIG, qui fut sauvé de la faillite par un prêt massif de l'Etat en 2008, détenait ainsi pour plus de 1 600 milliards de dollars de CDS (credit default swap)... « *Comme personne ne savait qui détenait les CDS vendus ou échangés par AIG, ces derniers ont contribué à propager la panique dans tout le système* », rappelle Christophe Nijdam, qui a travaillé sur les marchés dérivés dès les années quatre-vingt au sein de plusieurs établissements financiers. Un risque systémique que les dérivés font toujours planer sur le système financier.

AlphaValue a également épluché les documents officiels des grandes banques européennes afin de déterminer quelles sont celles qui détiennent les montants notionnels de produits dérivés les plus élevés. En tête arrive la Deutsche Bank (55 600 milliards d'euros), suivie de la française BNP Paribas (48 300 milliards) et la britannique Barclays (47 900 milliards). La Société générale (19 200 milliards) et le Crédit agricole (16 800 milliards) apparaissent en huit et neuvième positions.

Mais si l'on compare ces chiffres au PIB du pays d'origine de la banque, le classement est un peu différent. Cette fois, c'est Credit Suisse (86 fois le PIB helvète !) qui figure en tête, suivi par UBS (65 fois le PIB suisse) et Barclays (26 fois le PIB britannique). BNP Paribas apparaît en cinquième position (24 fois le PIB français) devant la Deutsche Bank (22 fois le PIB allemand), la Société Générale (10 fois le PIB français) et le Crédit agricole (8 fois) en dix et onzième positions. La première banque américaine, JPMorgan, n'apparaît qu'en treizième place du classement (« *seulement* » 4 fois le PIB américain).

Les régulateurs sont conscients du problème, et exigent notamment que les échanges de produits dérivés passent à l'avenir par des chambres de compensation – structures qui assurent le règlement-livraison des transactions et garantissent le respect des règles de transparence et de sécurité.

Pour les produits les plus « *exotiques* », les régulateurs projettent de demander aux établissements de mettre une certaine marge financière de côté, équivalente par exemple à 15 % de la valeur notionnelle du contrat pour les dérivés d'action. Déjà partiellement en place aux Etats-Unis, les réglementations sur le sujet sont encore en cours d'élaboration en Europe. De plus, la taxe sur les transactions financières, à l'étude en

Europe, toucherait 0,01 % des transactions sur les produits dérivés. « *Cette taxe réduirait de 75 % les volumes d'échange de ces instruments, c'est-à-dire l'essentiel de la part spéculative* », commente Christophe Nijdam. A condition qu'elle soit un jour appliquée. « *Le lobby du secteur mettra tout en œuvre pour en limiter la portée* », prévient un député européen.

Un article du Reuters du 17 décembre 2013

Londres proposera de nombreux permis de gaz de schiste en 2014 (19.12)

Le gouvernement britannique a annoncé mardi qu'il lancerait au début de l'été prochain un grand nombre de licences d'exploration pour la recherche de gaz de schiste, sur lequel il compte pour réduire la dépendance croissante du pays envers les importations d'énergie.

Les études géologiques montrent que le Royaume-Uni possède d'importantes réserves de schiste mais il reste à voir quelles quantités de gaz elles renferment.

Le ministre de l'Energie, Michael Fallon, a dit s'attendre à délivrer entre 50 et 150 licences d'exploitation à l'été 2014.

"Nous pourrions doubler le nombre de licences onshore lors de ce round", a-t-il dit à la presse après avoir présenté les conclusions d'un rapport sur le sujet.

Il s'agira de la 14e attribution de licences terrestres, dans le cadre d'un processus qui a été suspendu durant quatre ans à la suite de secousses sismiques provoquées par des forages d'exploration dans le Lancashire.

La technologie d'extraction par fracturation hydraulique suscite une forte opposition des riverains et des associations de défense de l'environnement au Royaume-Uni mais le gouvernement n'en continue pas moins de promouvoir cette nouvelle source d'énergie, qui selon ses calculs pourrait permettre de créer jusqu'à 32.000 emplois dans le pays d'ici les années 2020.

"Aujourd'hui marque une nouvelle étape dans la libération du potentiel du gaz de schiste dans notre offre d'énergie", a affirmé Michael Fallon.

Dans son scénario le plus optimiste, le gouvernement estime que la production de gaz de schiste dans le pays pourrait représenter plus du triple de sa demande actuelle de gaz.

Les estimations des réserves du pays et des incitations fiscales promises par le gouvernement ont suscité l'intérêt de grosses firmes étrangères comme GDF Suez, qui a déjà pris des parts dans des projets, ou Total.

Un article AFP du 17 décembre 2013

Dans la Grèce en crise, des payes souvent amputées ou retardées. (19.12)

Salaires payés partiellement, en nature, ou avec des mois de retard, le paysage sinistré de l'emploi en Grèce ne se résume pas au taux de chômage record de la population, à plus de 27%.

"Tous les matins, je laisse mes enfants, je prends ma voiture, je mets de l'essence et je viens travailler". La crise n'a rien changé au rituel de Chrissoula Zarkamela, caissière à Katerini (nord du pays), sauf sur un point: elle n'a pas touché ses 894 euros mensuels depuis le mois d'août, comme ses dix collègues du supermarché Arvanitidis.

L'ensemble des salariés de cette chaîne, qui compte environ 150 magasins dans le pays, vivent au gré des versements aléatoires de salaire, explique-t-elle.

"Les problèmes sérieux ont commencé il y a un an. Au début nous étions payés un mois en retard, on ne disait trop rien. Puis les impayés se sont accumulés", raconte Mme Zarkamela.

En mai, l'employeur, qui devait trois mois de salaire, leur fait une proposition étonnante: la moitié de leur dû versé en coupons de 20 euros à dépenser dans le magasin.

Plusieurs salariés ont refusé: *"ils croient que je vais payer mes impôts en farine et sucre!"*, peste la caissière quadragénaire.

Seule du magasin à pouvoir compter sur un deuxième salaire, celui de son mari, elle se demande pourtant si elle va pouvoir *"racheter du fuel pour le chauffage"*.

"Plus d'un million de salariés impayés" en Grèce, titrait début décembre le quotidien libéral Kathimerini, citant une estimation *"empirique"* de l'Institut de recherche du principal syndicat du privé GSEE. Un nombre à rapprocher des 1,37 million de chômeurs du pays.

"Les retards d'un ou deux mois sont si fréquents que même l'inspecteur du travail le plus bienveillant juge inutile de s'y attaquer", affirme l'avocate Margetina Stefanatou, spécialisée en droit du travail.

"Une entreprise sur deux ne paie pas ses salariés dans les temps", décrit Yannis Kouzis, enseignant à l'université Panteion d'Athènes et chercheur à l'institut de la GSEE. Les secteurs les *"plus problématiques"* sont, selon lui, la sécurité, le nettoyage, la restauration et l'hôtellerie.

Mais dans un pays comptant 98,5% d'entreprises de moins de 50 salariés, *"les plus vulnérables"* en temps de crise, cette estimation donne une image *"biaisée"*, nuance la fédération grecque du patronat SEV, interrogée par l'AFP.

Avec l'assèchement du crédit bancaire, ces petites entreprises ne peuvent plus faire face aux écarts de trésorerie, observe l'avocate Stenafatou sans nier les cas de *"mauvaise gestion"*.

A l'hôpital Henri Dunant d'Athènes, établissement dernier cri ouvert en 2000 sous l'égide de la Croix Rouge Hellénique, l'ancienne équipe de direction a laissé un trou de millions d'euros.

Plus de 1.000 employés n'y sont pas payés depuis neuf mois, raconte Anastasia Koutsouris, 45 ans, médecin généraliste privée de ses 1.650 euros mensuels. *"Partir? mais pour trouver du travail où?"*, demande-t-elle.

La crainte du chômage retient aussi N., 52 ans, serveur dans un hôtel du centre d'Athènes où il reçoit *"200 euros par-ci, par-là"* depuis *"quinze mois"*, explique-t-il à l'AFP.

Un autre salarié athénien, employé de la même entreprise automobile depuis 22 ans, affirme sous couvert d'anonymat être payé 100 à 150 euros par mois depuis deux ans et demi, "*l'argument étant que l'entreprise va mal*".

Rares sont les salariés à se mobiliser comme l'ont fait cet automne les ouvriers des chantiers navals de

Skaramangas, près d'Athènes, manifestant régulièrement pour réclamer 18 mois d'impayés. Impayés également, les marins du "*Pénélope*" reliant la côte athénienne aux Cyclades, ont cessé le travail depuis cet été.

"*La crise est arrivée dans un marché du travail grec qui était déjà une jungle caractérisée par de nombreux abus*", affirme Eli Varkalama, juriste à la GSEE.

Parmi les autres hardiesses salariales débusquées par le syndicat, des contrats d'embauche prévoyant le versement de la paye à trois mois. Ou pire: un hôtelier de l'île d'Egine a proposé un emploi de femme de chambre "*volontaire*". Rémunération? la pension complète.

Un article leexpress.fr du 16 décembre 2013

La crise économique est une guerre comme les autres. (19.12)

Partout dans le monde développé , et en France en particulier, les crises économiques et les guerres sont gérées très différemment :

Les guerres. sont gérées simplement et efficacement : un but de guerre, un chef de guerre, un consensus national, une analyse des forces ennemies, une stratégie, des tactiques, des moyens. Et on voit alors les chefs d'état les plus indécis se transformer, au contact de leurs généraux, en stratège décidé.

Les crises économiques, au contraire, sont gérées, la plus part du temps en démocratie.

Sans but clair, sans consensus national, sans analyse des forces hostiles, sans stratégie, et avec. des chefs indécis, multiples et contradictoires.

En conséquence, l'histoire récente a montré que même ceux qui savent gagner les guerres de mouvement les plus difficiles s'enlisent dans des conflits économiques et sociaux sans fin.

De fait, les dirigeants en arrivent même a préféré entrer dans des conflits militaires plutôt que de faire des choix économiques.

De plus, par définition, les ennemis dans un conflit international ne sont pas des électeurs; aussi le pouvoir politique n'a aucune raison de les ménager.

A la différence de tous ceux qui, dans le pays, ont quelque chose a perdre dans toute réforme économique globalement salutaire.

On a plus de chance d'être populaire en se lançant dans un conflit que dans des réformes. Et, dans certaines circonstances historiques particulièrement tragiques, les peuples finissent même parfois par confier la gestion de la crise économique a des militaires.

En France, ce raisonnement s'applique parfaitement aujourd'hui : le président actuel de la République, comme son prédécesseur, semble plus a l'aise dans la gestion de crises militaires que dans celle de la crise économique.

Dans un cas, il décide avec lucidité et détermination de déclencher l'action d'une excellente armée, unie sous un même commandement, pour gagner une guerre avec l'approbation d'une majorité du pays. Ainsi fut fait récemment en Lybie , au Mali, en RCA.

Dans un autre, l'un comme l'autre n'ont pas osé trancher, reformer, avancer autant que nécessaire de peur de mécontenter tel ou tel groupe.

Si un chef de guerre cherchait a être le barycentre des forces de ses lieutenants, il serait certain de perdre toutes les batailles. Il en va de même pour la guerre économiques.

L'histoire nous apprend donc qu'un grand pays ne peut conduire de grandes réformes, pour juguler une crise économiques, que s'il emploie les mêmes moyens que ceux qu'il emploie pour mener un conflit armé :

Une analyse claire des forces en présence, un chef déterminé , un but de guerre clairement énoncé, la construction d'un consensus national aussi large que possible, sur ce but de guerre. Et l'analyse lucide des pertes tolérables .

On rêve donc aujourd'hui de voir reconnaître que nous sommes en guerre économique, des ministres unis, formant un véritable état major de crise autour de lui, agissant sans sourciller, autour d'un président déterminé.

Et qu'on ne dise pas que la gestion d'une crise économique est plus complexe que celle d'une guerre: Dans les deux cas, on met en jeu la vie d'hommes et de femmes, en affrontant des péripéties parfois dramatiques et changeantes.

Il faudrait donc apprendre combattre la crise avec la même détermination, la même absence de recherche de popularité, avec le même décorum, la même mise en scène, le même vocabulaire que le combat contre un ennemi de l'extérieur.

Dans les deux cas, la patrie est en danger.

Commentaire.

Et le même cynisme !

Quelle est la patrie d'Attali, à défaut de Jérusalem ? La banque ! Vous retrouvez dans son discours la quasi-totalité de mon analyse sur l'oligarchie financière anglo-saxonne, le néolibéralisme, leur état d'esprit, leur stratégie politique, le nouvel ordre mondial qu'ils tentent d'instaurer.

Un article AFP du 18 décembre 2013

Afghanistan: le "grand jeu" autour des gazoducs s'intensifie. (19.12)

Des pays assis sur des gisements de gaz naturel colossaux, des multinationales qui rivalisent pour exporter cette manne et des rebelles plantés sur les routes de transit : de l'Asie centrale à l'Inde, la géopolitique des pipelines s'intensifie à l'approche du retrait occidental d'Afghanistan.

C'est l'un des plus ambitieux projets au monde, relier les champs gaziers d'Asie centrale au sous-continent indien.

Après le retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan à la fin des années 1980, les sociétés américaine Unocal et argentine Bridas s'étaient cassées les dents en tentant de construire ces autoroutes du gaz dans un remake du "grand jeu", célèbre lutte au 19e siècle entre la Russie et la Grande-Bretagne pour le contrôle de cette région stratégique.

Mais la flamme du gazoduc espéré ne s'est jamais vraiment éteinte. Et aujourd'hui, à un an du retrait des forces de l'Otan d'Afghanistan, les jeux se multiplient en coulisses pour construire le TAPI, un gazoduc de 1.700 kilomètres reliant les champs gaziers du Turkménistan à l'Inde, via l'Afghanistan et le Pakistan.

Le Pakistan et l'Inde cherchent désespérément de l'énergie pour assurer leur croissance économique et l'Afghanistan démuni pourrait y gagner des centaines de millions de dollars de droit de passage.

"L'Afghanistan est un pont entre l'Asie centrale et le sous-continent indien, ce projet est le premier exemple pour le prouver", se félicite Abdul Jalil Jumriany, directeur général de l'Autorité afghane du pétrole.

Les trois pays en aval ont déjà signé des contrats d'approvisionnement en gaz avec les autorités turkmènes. "La balle est désormais dans le camp du Turkménistan", qui doit ces prochains mois fournir à ses trois partenaires une liste de sociétés avec lesquelles il serait prêt à construire ce pipeline, insiste M. Jumriany.

Mais qui acceptera d'investir au moins 7,6 milliards de dollars pour un gazoduc traversant des régions instables d'Afghanistan et du Pakistan ?

Les géants américains Chevron et ExxonMobil, le malaisien Petronas et la britannique British Gas ont déjà "exprimé leur intérêt" pour construire ce gazoduc en échange de frais de transport à long terme, ont indiqué à l'AFP des sources proches du dossier.

Mais ces groupes pourraient monnayer cher leur participation, et réclamer en plus au Turkménistan des participations dans l'exploration et la production gazière. "Elles n'en font pas mystère", souligne Mobin Saulat, directeur de l'Inter State Gas systems, société gérant les dossiers de gazoducs internationaux au Pakistan.

Reste à savoir ce que le Turkménistan acceptera d'accorder à des sociétés étrangères et les garanties exigées des pays qui les soutiennent, en particulier les Etats-Unis, d'autant plus favorables au TAPI qu'ils sont hostiles au second projet de pipeline régional, l'IP, censé relier l'Iran et le Pakistan.

L'Iran a célébré plus tôt cette année la fin de la construction de sa portion de l'IP, un projet de 7,5 milliards de dollars devant relier le champ gazier offshore de South Pars au sud du Pakistan.

Une avancée à laquelle Washington n'a pas caché son hostilité, le Département d'Etat soulignant qu'"il y a d'autres solutions à long terme pour répondre aux besoins énergétiques du Pakistan" et que ce dernier a plutôt "intérêt à éviter toute activité susceptible de sanction".

"Le TAPI et l'IP sont tous deux compatibles, car nos besoins énergétiques sont supérieurs au volume des deux projets combinés", juge toutefois un haut cadre du ministère pakistanais du Pétrole. Seul hic, le Pakistan, sans le sou, n'a toujours pas lancé la construction de sa partie du pipeline, au coût estimé à deux milliards de dollars, et juge désormais "irréaliste" la fin d'éventuels travaux en 2014.

Les Etats-Unis oseront-ils imposer des sanctions au Pakistan, allié clé dans la "*guerre contre le terrorisme*", car ce dernier traite avec l'Iran? Islamabad nie toute menace, mais des experts du dossier évoquent des pressions de Washington, et ce malgré le récent dégel américano-iranien.

Chaque projet de gazoduc est confronté à des défis sécuritaires qui pourraient décourager des investisseurs.

L'IP comme le TAPI doivent traverser la province pakistanaise du Baloutchistan (sud-ouest), théâtre d'une guerre larvée entre l'armée et des mouvements sécessionnistes.

Le second y ajoute en plus des bastions rebelles talibans en Afghanistan. "*Mais le TAPI ne sera pas forcément gêné par les talibans afghans*" qui pourraient être incités à l'accepter par l'intermédiaire du Pakistan, toujours en contact avec une partie d'entre eux, note Didier Chaudet, chercheur français à l'IPRI, un centre de réflexion pakistanais. Et les rebelles afghans pourraient accepter le gazoduc en échange de droits de passage informels, note-t-il.

A l'approche du retrait de l'Otan, ces pipelines sont pour les puissances régionales une incitation économique à travailler ensemble pour stabiliser une zone déchirée par les conflits depuis plus de trente ans, notamment en Afghanistan. Un espoir qui vaut parfois au TAPI le surnom de "*gazoduc de la paix*".

"*C'est vrai en théorie*", estime l'analyste indien Bharat Karnad, qui ne cache toutefois pas son scepticisme, estimant que le TAPI ne pourra éventuellement voir le jour qu'"*à très long terme lorsque tous les conflits inter et intra-étatiques de la région seront résolus*". L'IP ne sera pas non plus simple à réaliser.

Le jeu en vaut pourtant la chandelle, souligne l'ancien ministre pakistanais des Finances Salman Shah, car si ces gazoducs finissent par voir le jour "*c'est toute la région qui décollera économiquement*".

Un article publié par french.irib.ir du 19 décembre 2013

L'Europe, promoteur du désordre ukrainien. (20.12)

Pendant que les médias nous saoulent avec les funérailles de Mandela, s'essayant à faire monter la sauce d'une nouvelle idolâtrie cosmopolitiste, des événements d'une gravité extrême se déroulent en Ukraine, berceau légendaire de la Russie. Là où Rûs et Varègues qui, après avoir traversé des mers tempétueuses et franchi les détroits, remonté de vastes fleuves, débarquèrent de leur navire à fond plat pour fonder de nouveaux royaumes. Demain la guerre civile ? Peut-être pas, mais la répétition, avec un réel potentiel de violence, de la Révolution orange de novembre 2004 ne laisse pas d'inquiéter. Surtout dans le contexte d'un Levant toujours incandescent et des ennemis de la paix qui ne désarment pas à Riyad, à Paris, à Tel-Aviv, à Washington.

Qui ne voit que l'Union européenne, une entité bien identifiable, localisée à Bruxelles et incarnée par une poignée d'oligarques à mine patibulaire – les Martin Schultz, les Barroso et leurs sous-fifres faire-valoir, hommes et femmes de paille, les Ashton, les Van Rompuy – est au pire une fauteuse de guerre et au mieux un foyer de tensions ? Il suffit de considérer la situation à Kiev pour s'en convaincre. N'est-ce pas la proposition intempestive de Bruxelles d'établir un partenariat privilégié avec l'Ukraine qui a mis le feu aux poudres et déstabilisé le pays ? Car il ne fallait pas être devin pour prévoir la réaction russe, le Kremlin s'étant toujours montré très chatouilleux chaque fois que les Atlantistes se sont risqués à empiéter sur leur Pré-carré.

On l'a vu quand les États-Unis ont voulu déployer en Mer Baltique et en Europe orientale les radars d'acquisition et les missiles d'interception d'un « bouclier anti-missiles » prétendument destinés à protéger l'Occident contre une attaque de vecteurs nucléaires intercontinentaux iraniens ! En réponse Moscou avait prépositionné ses propres armes hypersoniques "*Iskender*" à Kaliningrad [Kœnigsberg]. De la même façon en 2008, quand la Géorgie, soutenue par Washington et Tel-Aviv, avait eu l'imprudence de tester en Ossétie du Sud la détermination de Moscou à ne pas laisser l'Ouest marcher sur ses plates-bandes, la réponse avait été cinglante. Mal lui en avait pris et l'Ossétie du Sud puis l'Abkhazie avait saisi l'occasion, à l'issue du conflit, de se déclarer indépendantes... sous le parapluie de la Fédération de Russie. En fait ce conflit limité dans le temps et l'espace - il se prolongea huit jours avant l'intervention d'un cessez-le-feu - fut néanmoins une guerre véritable qui eut pu facilement se solder par l'occupation complète de la Géorgie... n'eut été l'intervention de M. Sarkozy dont le pays, la France, assurait alors la présidence tournante du Conseil européen. À la suite de quoi Géorgie et Ukraine candidataient – ou furent incitées à le faire - à l'Otan. Adhésion qui eut put créer ultérieurement les conditions d'affrontements d'une toute autre ampleur eu égard à l'Article 5 de la Charte atlantique relative à l'obligation de solidarité en cas d'attaque de l'un de ses membres.

Révolution orange sur fond de concussions

En fait ce conflit était en gestation depuis 2004 et l'arrivée aux Affaires de l'américano-géorgien Saakachvili 1 à l'occasion de la "*Révolution des roses*" de novembre 2003. Celle-ci aura précédé d'un an la Révolution orange qui devait également porter en Ukraine une équipe pro-américaine conduite par Viktor Iouchtchenko 2, soutenue et financée en large partie par l'Administration américaine sous couvert la "*Fondation pour la société ouverte*" du milliardaire américain George Soros 3. Les occidentaux auront ensuite beau jeu d'accuser les Russes d'avoir planifié à partir de 2006 une offensive militaire en cas d'intervention géorgienne en Ossétie du Sud.

2013 rebelote. La Révolution orange de novembre 2004 ayant fait long feu, le gouvernement occidentaliste qui prend les commandes en janvier 2005 commencera très vite à se fissurer. Sans doute dès septembre de la même année avec le limogeage du Premier ministre Ioulia Tymochenko. La malheureuse ayant fait la preuve de ses incompétences – mais non point de son aptitude à la concussion - elle finit par se retrouver – au grand dam de ses bons amis de Bruxelles - derrière les barreaux en octobre 2011, condamnée à sept ans d'emprisonnement pour abus de pouvoir à propos de contrats gaziers signés en 2009 entre son pays et la Russie ! Une condamnation apparemment pleinement justifiée au regard du dossier et des prévarications dont elle se serait rendue coupable ! Mais la leçon n'a été entendue ni à Washington ni à Bruxelles. Au reste les moyens mis en œuvre aujourd'hui pour relancer la machine subversive sont à la hauteur des enjeux : extraire l'Ukraine de l'orbite russe et l'arrimer à la nef des fous d'une Europe à la dérive...

Ainsi, les récentes émeutes de Kiev ont vu l'entrée en scène de jeunes Tatars de Crimée encadrant les manifestations. Des membres du mouvement Azatlyk [Liberté] de Naïl Nabiullin, qui militent pour la Grande Turquie et qui sont soutenus à l'occasion aussi bien par des partis trotskistes - tels le Front de gauche russe de Sergueï Oudaltsov - que par le gouvernement de Recep Tayyip Erdogan. Certains d'entre eux venaient de revenir - justement via la Turquie - des théâtres d'opérations syriens où ils s'étaient formés à la guérilla djihadiste en combattant l'État baasiste.

On notera par ailleurs et avec amusement la similarité des *modus operandi* en matière de communication des nouveaux "révolutionnaires" de Kiev... Le 9 avril 2003, à Bagdad, sur la place Ferdaous, quelques grappes d'opposants stipendiés revenus dans les fourgons du malheur et de l'armée américaine, abattaient la statue de Saddam Hussein. Seuls une profonde myopie empêcha les journalistes présents - et les salles de rédaction - de voir qu'il s'agissait d'une grossière mise-en-scène ; le 8 décembre, à Kiev, "Lénine" était à son tour déboulonné place de l'Indépendance. Nul ne le regrettera. Bien sûr comparaison n'est pas raison, mais la ressemblance spectaculaire entre ces deux "*happenings*" est trop forte pour être tout à fait fortuite : mêmes actions, mêmes finalités, mêmes type d'acteurs 4... car enfin il suffit d'ouvrir les yeux pour voir que les foules mobilisées à Kiev sont essentiellement composées de jeunes hommes et que le mélange des couches sociales y semble réduit à sa plus simple expression. Une homogénéité des manifestants qui là encore pose question !

Le Centre étant inaccessible, l'offensive se déploie à la périphérie

Le 19 septembre le sénateur John McCain se voyait offrir une tribune libre sur le site en anglais de la Pravda [Vérité]. Il y publiait une lettre ouverte aux citoyens de la Fédération avec ce titre assez malgracieux : « *Les Russes méritent mieux que Poutine* ». Une réponse au président russe qui avait exprimé, dans les colonnes du New York Times, son point de vue quant au conflit syrien un peu auparavant. McCain parlant à la première personne et s'adressant sans ambages aux lecteurs russes : « *Je crois que vous devriez pouvoir vivre selon ce que vous dicte votre conscience, et non selon ce que vous dicte votre gouvernement* »... « *Je veux dissiper les mensonges des dirigeants russes, destinés à les maintenir au pouvoir et à justifier leur corruption... Les amis de Poutine sont les tyrans* ». En conséquence de quoi, Vladimir Poutine a fait savoir qu'il « *n'entamerait pas de polémique avec quelqu'un habitant de l'autre côté de l'Océan.* » [rfi.fr19spt13].

C'est le même McCain qui le 17 avril 2007, en campagne pour les présidentielles de 2008, chantonnait « *Bomb, bomb, bomb Iran* » sur un air des "Beach Boys" 5. C'est toujours le même homme qui ce 15 déc. s'adressait à près de 200 000 manifestants rassemblés sur Maïdan [place de l'Indépendance] pour demander la démission du président Viktor Ianoukovitch... Lequel doit se rendre à Moscou ce mardi 17 alors que son Premier vice-Premier ministre, Serhiy Arbousov avait eu tout loisir d'annoncer la semaine passée, l'imminence d'un "*accord d'association et de libre-échange*" avec Bruxelles. En contrepartie, en cas de signature, une aide financière d'un montant de 20 mds d'euros sera octroyée à l'Ukraine ainsi qu'une assistance dans la négociation d'un emprunt auprès du FMI ! La carotte est grosse mais plus encore... appétissante. Notons finalement que l'argent ne manque pas lorsqu'il s'agit de corrompre les États !

Au final, les cyniques qui nous gouvernent ne donnant rien dans rien, les Ukrainiens fascinés par le scintillement des merveilles européennes trouveront peut-être la pilule amère lorsqu'il leur faudra, sous peine de voir le robinet à finances se refermer, accepter toutes les joyeusetés obligatoirement livrées avec le kit européen... Dictature hygiéniste, tyrannie consensuelle, correction politique, fétichisme de la déviance, droits exorbitants des minorités, éclatement du noyau familial et exaltation des toutes les tares et pathologies physiques, morales ou mentales... et cætera. Tout ce que ce monstre de Poutine refuse pour la Russie. Lui qui a su mettre en lisière l'activité et la circulation des fonds de ces honnêtes Ong anglo-américaines œuvrant pour le salut de l'humanité et l'assomption de la démocratie participative. Mais quand le Centre est inaccessible ou imprenable, il convient d'entreprendre une manœuvre d'encercllement en jouant la périphérie contre le centre. Kiev contre Moscou !

Commentaire d'Alexeï Pouchkov, député à la Douma : les « *représentants de l'Union européenne et des Etats-Unis sont directement impliqués dans le bras de fer politique en Ukraine... Veulent-ils y établir un nouveau régime colonial ?* » [courrierinter.com16 déc13]. En tout cas la visite de McCain, sans constituer pour autant un casus belli, n'est pas moins une provocation de la plus belle eau. Qu'en conclure ? Qu'à Washington les ennemis d'Obama sont puissants, qu'ils ne craignent pas d'accroître les tensions, qu'ils feront tout pour faire capoter les négociations avec l'Iran, que la marge de manœuvre de l'Administration Démocrate est mince et que les six mois pendant lesquels court l'accord intérimaire sur le contrôle du

programme nucléaire iranien devraient être mouvementés. (Une conclusion en eua de boudin comme d'habitude, mais inévitable, peu importe, le reste de l'article est très intéressant. - ndlr)

Notes

(1) Saakachvili pendant ses études a été boursier du Département d'État américain et commence sa carrière juridique à New-York dans le cabinet d'avocats Patterson Belknap Webb & Tyler.

(2) À l'heure où les manifestants s'affrontent à Kiev aux forces de police, l'UE négocie avec les É-U un « *Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement* ». En un mot l'établissement ou plutôt l'institutionnalisation d'une zone de libre échange qui existe déjà dans les faits... mais qui, si l'accord est adopté, permettra à l'Amérique du Nord (Alena) d'inonder le marché européen de produits frelatés à bas prix lesquels, par exemple, mettront à et en terre notre secteur agricole : poulets chlorés, bœufs poussés aux hormones, céréales génétiquement modifiées et tutti quanti.

(3) L'OSF, connu avant 2010 sous le nom d'Open Society Institute, est un réseau créé en 1993 par le milliardaire américain d'origine magyare George Soros, dans le but de promouvoir la "*gouvernance démocratique*", les droits humains, les associations "*caritatives*" et communautaristes, les syndicats et toute la panoplie des structures idéologiques utiles à énerver et convertir les peuples arriérés aux vertus de la permissivité extrême. Parmi ses nombreuses actions d'éclat citons : l'Optor, organisation insurrectionnelle ayant conduit la lutte en Serbie contre la présidence de feu Slobodan Milosevic durant l'été 2000 ; le CEDAR , premier réseau européen de professionnels musulmans ; la "Quadrature du Net" « *organisation de défense des droits et libertés des citoyens sur Internet* » ; en Roumanie, la Gay Fest, festival homosexuel annuel de Bucarest ; en France, le Collectif contre l'islamophobie ; ou encore la formation des blogueurs égyptiens qui ont joué un rôle capital dans l'arrivée au pouvoir – par les urnes !? – de l'islamiste Morsi... Enfin Pora [« *Il est l'heure* » !] une « *organisation civique et de résistance non-violente de la jeunesse ukrainienne préconisant l'instauration d'une "vraie" démocratie nationale* ». Fondé en 2004 avec les fonds de la National Endowment for Democracy de G. Soros et ceux de l'Ambassade du Canada avec pour objectif avoué de coordonner l'opposition de la jeunesse au gouvernement. Pora, l'un des protagonistes de première ligne de la Révolution orange, était dirigé - par le plus grand des hasards - d'anciens cadres dirigeants d'Optor cité plus haut.

(4) Voir le billet pétri d'ironie mordante de Marie Delarue « *Ukraine : on a déboulonné Lénine... comme Saddam* » bdvoltage.fr 10 décembre 2013.

(5) wikipedia.org/wiki/Bomb_Iran#John_McCain_controversy

Un article AFP du 19 décembre 2013

La France, pays occidental le plus interventionniste en 2013. (20.12)

En première ligne au Mali et en Centrafrique, velléitaire en Syrie, pugnace dans le dossier iranien: la France a acquis en 2013 le statut, réservé de coutume aux Etats-Unis, de pays occidental le plus interventionniste.

Paradoxe: la France adopte une position "guerrière" inhabituelle sur la scène internationale au moment où elle semble sur le déclin, entre difficultés à boucler son budget militaire, perte d'influence économique et apparition de nouveaux acteurs à l'instar du Qatar, de l'Inde ou du Brésil.

"La France a montré qu'elle était devenue ces dernières années le plus faucon des pays occidentaux sur les dossiers au Proche-Orient et dans la région", résume Hussein Ibish, analyste à Washington du groupe de réflexion American Task force on Palestine.

Et en Afrique, sa toute dernière intervention - l'opération "Sangaris" en Centrafrique - a définitivement posé la question du retour de l'ancienne puissance coloniale en "gendarme de l'Afrique".

Hussein Ibish rappelle que la France a "poussé pour une intervention en Libye" en mars 2011, a "envahi et sauvé le Mali" au début de l'année, "était la plus enthousiaste à l'idée de frappes contre les sites d'armes chimiques en Syrie" en août. Et sur l'Iran, elle a ferraillé pour empêcher un "jeu de dupes" sur le programme nucléaire iranien, pesant de tout son poids pour convaincre Européens et Américains de demander plus de concessions à Téhéran.

"Qu'on s'en félicite ou le déplore, la France ne joue plus le même rôle qu'hier sur la scène internationale", résumait alors l'éditorialiste Bernard Guetta dans Libération. Elle est devenue sous les présidences de Nicolas Sarkozy et François Hollande "le plus attaché des pays de l'Alliance atlantique à défendre la sécurité, les principes et les intérêts du monde occidental".

Le lancement jeudi de l'opération "Sangaris" après le feu vert de l'Onu pour rétablir l'ordre dans une Centrafrique sombrant dans le chaos est le dernier épisode de cet activisme de Paris dans le monde. "La Côte d'Ivoire en 2011, le Mali début 2013 et aujourd'hui la Centrafrique: jamais, sans doute, la France n'a fait preuve d'un tel activisme militaire sur un temps aussi court pendant que d'autres pays - la Chine, l'Inde, la Turquie - investissent à tout va", a constaté Libération à l'instar de l'ensemble de la presse française.

"Ambitions mais moyens limités"

Pendant près de 50 ans, la politique étrangère de la France avait suivi la doctrine instaurée par le général Charles de Gaulle visant à placer à bonne distance les géants soviétique et américain, et Israël. Ce non-alignement a perduré sous le président socialiste François Mitterrand et culminé en 2003 lors du "non" de Jacques Chirac à l'invasion de l'Irak de Saddam Hussein.

Il y a dix ans, les Républicains américains criaient au boycott de la France et qualifiaient les Français de "singes capitulards bouffeurs de fromage". Aujourd'hui, l'influent sénateur américain John McCain tweete "Vive la France" à propos du bras de fer mené avec l'Iran. Que s'est-il passé entre-temps?

La gestion offensive - similaire - de Nicolas Sarkozy et François Hollande a accompagné un renouvellement de générations aux Affaires étrangères, dans l'armée et les services secrets. La nouvelle a grandi dans la foulée des attentats du 11 septembre 2001 à New York et fait ses armes dans la lutte antiterroriste, notamment en Afghanistan et au Sahel.

Paris a aussi profité en partie du "vide" relatif laissé par les Etats-Unis au Moyen-Orient. Après une décennie de guerres en Afghanistan et Irak, Washington a rapatrié ses GI's, réorientant son action sur l'Asie.

"Les pays comme la France connaissent très bien l'équilibre des pouvoirs au Proche-Orient et ils veulent protéger leurs intérêts", souligne Alireza Nader, expert du centre de réflexion RAND. "Il ne s'agit pas seulement du programme nucléaire (iranien) mais également de calculs de pouvoir et d'équilibre. La France protège la sécurité d'Israël mais a aussi des liens étroits avec l'Arabie saoudite et les pays du Golfe", dit-il.

En août, la Syrie a toutefois brutalement ramené les Français au principe de réalité. Après la mort de 1.500 personnes tuées par des armes chimiques près de Damas, la France pensait avoir convaincu les Etats-Unis de lancer des frappes sur les installations militaires syriennes. Mais une reculade à la dernière minute de Barack Obama a laissé François Hollande seul en première ligne, l'obligeant à baisser pavillon.

Cruel constat de l'analyste arabe Mustapha Al-Ani du Gulf Research Centre: la France *"n'a pas les moyens de sa politique"* au Proche-Orient car sa diplomatie *"reste tributaire de la politique des Etats-Unis"*.

Directeur de l'institut politique Issam Fares, Ramy Khory, tempère ce jugement: *"La France ne pourra pas jouer un rôle aussi important que les Etats-Unis au Proche-Orient, mais elle peut très certainement (y) jouer un rôle dynamique, efficace et constructif"*.

Un article lemonde.fr du 26 décembre 2013

Corruption : le gouvernement turc fait pression sur la justice. (27.12)

Le procureur Muammar Akkar, chargé d'enquêter sur un vaste scandale de corruption qui ébranle depuis quelques jours le gouvernement islamo-conservateur turc, a été dessaisi jeudi 26 décembre du dossier, après avoir dénoncé une tentative d'étouffement de l'enquête.

L'annonce en a été faite par M. Akkar lui-même, qui en a profité pour livrer aux médias turcs ses quatre vérités dans un communiqué. « *J'ai découvert aujourd'hui que j'ai été muté de ma juridiction sans qu'aucune raison ne soit donnée. Tous mes collègues ainsi que le public devraient savoir que, en tant que procureur, j'ai été empêché de lancer une enquête.* » Il a notamment mis en cause la police, qui n'aurait pas exécuté les nouveaux mandats d'arrêt qu'il avait lancés à l'encontre d'une trentaine de personnes, dont des députés et des hommes d'affaires. « *Par le moyen de la police, la justice a été soumise à des pressions directes, et l'exécution d'ordres donnés par les tribunaux a été entravée.* »

Pour justifier cette mutation, le procureur général d'Istanbul, Turhan Colakkadi, a expliqué que le magistrat n'avait pas respecté le code de procédure pénale. Selon lui, Muammar Akkar avait donné des informations aux médias et n'avait pas fourni à ses supérieurs des rapports réguliers sur l'avancement de son enquête.

Lancée la semaine dernière, la vaste enquête anticorruption qu'il menait a provoqué la démission de trois ministres, dont les fils ont été inculpés. Elle a contraint mercredi soir le premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, à procéder en urgence à un vaste remaniement ministériel.

Cette enquête se déroule sur fond de guerre ouverte entre le gouvernement du Parti de la justice et du développement (AKP), au pouvoir depuis 2002, et la confrérie du prédicateur musulman Fetullah Gülen, qui fut longtemps son alliée.

M. Erdogan a accusé, sans la nommer, l'organisation de M. Gülen, très influente dans la police et la justice turques, de constituer un « *Etat dans l'Etat* » à l'origine d'un « *complot* » contre son gouvernement. Une accusation reprise en miroir par l'opposition, qui estime que M. Erdogan cherche à gouverner le pays par l'intermédiaire d'un « *Etat parallèle* », l'AKP.

Un article Reuters du 25 décembre 2013

Trois ministres turcs démissionnent sur fond de scandale. (27.12)

Trois ministres turcs ont démissionné mercredi, après l'arrestation la semaine dernière de leur fils dans le cadre d'une enquête sur des soupçons de corruption, qui tourne à l'épreuve de force entre le Premier ministre, Recep Tayyip Erdogan, et la justice.

Immédiatement après l'annonce de sa démission, Erdogan Bayraktar, ministre de l'Environnement, a conseillé à Recep Tayyip Erdogan de quitter lui aussi ses fonctions, ce qui marque une contestation inédite du Premier ministre dans son propre camp.

"Pour le bien de cette nation et de ce pays, je crois que le Premier ministre devrait démissionner", a dit sur une chaîne de télévision Erdogan Bayraktar, dont le fils a brièvement été arrêté le 17 décembre, au début de l'enquête publique.

Ses collègues de l'Intérieur et de l'Economie, Muammer Guler et Zafer Caglayan, comptent eux aussi un fils chacun parmi les 24 personnes interpellées ce jour-là. Ils affirment l'un comme l'autre que leurs proches sont innocents.

Idris Naim Sahim, actuel député et prédécesseur de Muammer Guler au ministère de l'Intérieur, a, par ailleurs, annoncé mercredi son départ du Parti pour la justice et du développement (AKP), la formation islamiste et conservatrice de Recep Tayyip Erdogan.

Ce dernier a présenté dans la soirée au président Abdullah Gül une nouvelle liste de membres du gouvernement, a-t-on appris de sources politiques.

On ignore dans l'immédiat si le remaniement a concerné uniquement les trois postes vacants ou davantage de portefeuilles.

L'enquête, qui implique en premier lieu le directeur général de la banque publique Halkbank, a fragilisé Recep Tayyip Erdogan. De nombreux observateurs lient l'agitation en cours à la rivalité entre le Premier ministre et un ancien allié, l'influent prédicateur Fethullah Gülen, exilé aux Etats-Unis.

Le Premier ministre a répliqué à la vague d'arrestations en limogeant plusieurs responsables de la police nationale, dont ceux de plusieurs services de la police d'Istanbul, où se trouve le siège d'Halkbank.

Selon le journal Hürriyet, au moins 550 policiers, dont de hauts gradés, ont été limogés la semaine dernière à travers le pays, par Muammer Guler.

Le gouvernement présente l'affaire comme une campagne orchestrée depuis l'étranger dans le but de semer la discorde en Turquie.

Lors d'un meeting de l'AKP, Recep Tayyip Erdogan a juré mercredi que la formation islamiste "ne sous-estime ou ne tolère pas la corruption", mais n'a pas réagi aux démissions.

"Si l'opposition rend un verdict dès le deuxième jour de l'enquête, à quoi bon avoir des juges ?", a-t-il demandé. *"Si les médias prennent la décision, à quoi bon avoir de longues procédures de justice ?"*

"Comment savoir à quoi est employé cet argent ?", a-t-il aussi dit en référence à des images, diffusées par des chaînes de télévision, de boîtes à chaussures remplies de billets et supposément saisies au domicile de suspects.

Aux yeux des analystes politiques, l'enquête anti-corruption en cours et ses développements politiques pourraient nuire au soutien populaire dont bénéficie l'AKP, mais ne devrait pas menacer pour autant le gouvernement dans l'immédiat.

Ces affaires pourraient toutefois affecter les résultats des élections locales de mars. Les prochaines législatives doivent elles avoir lieu en 2015.

"J'ai démissionné de mon poste de ministre de l'Economie pour aider à la manifestation de la vérité et pour permettre de faire échouer cet horrible complot, qui a touché entre autres mon enfant et certains de mes plus proches collègues de travail", a expliqué Zafer Caglayan dans un communiqué.

Dans un communiqué distinct, Muammer Guler a qualifié l'affaire en cours de *"montage sordide visant notre gouvernement, notre parti et notre pays"*.

Même si bon nombre d'investisseurs internationaux étant absents en ce jour de Noël, le principal indice de la Bourse turque perdait plus de 2% après les déclarations du ministre de l'Environnement en faveur de la démission de Recep Tayyip Erdogan. La livre, tombée vendredi à un plus bas historique de 2,0983 pour un dollar, restait à un bas niveau.

Un article de nouvelordremondial.cc du 23 avril 2008

Happy birthday the Fed !

Aux sources de l'escroquerie de la Réserve Fédérale – Le machiavélisme des hécatonchires de la finance internationale. - nouvelordremondial.cc du 23 avril 2008 (27.12.13)

« *Que peuvent les lois, là où seul l'argent est roi ?* » Pétrone.

« *Si la population comprenait le système bancaire, je crois qu'il y aurait une révolution avant demain matin.* » L'industriel Henry Ford.

On parle ici et là de « *finance de marché* », d' « *ingénierie financière de Wall Street* » de « *non-coïncidence de l'intérêt des parties* », de « *dysfonctionnements structurels de la finance dérégulée* » du « *rôle des monnaies* », comme si les opérations financières étaient mues par un petit moteur intérieur, se déroulaient dans la stratosphère et n'étaient pas connectés à la politique des Etats.

J'ai voulu montrer que derrière le théâtre d'ombres du vocabulaire abscons de spécialistes, des mains bien réelles s'activent dans les coulisses, les mains avides des hécatonchires de la finance internationale. Derrière les chiffres, les graphiques et les abstractions, une poignée d'hommes en chair en os agissent. Leurs cerveaux échafaudent les plans par lesquels ils défendent avec ténacité, et de génération en génération, des intérêts privés au détriment des intérêts des nations.

La crise financière actuelle n'est incompréhensible que pour ceux qui ne veulent pas savoir. C'est pourquoi j'ai essayé de remonter à sa source et de montrer que si le meccano s'est dérégulé une fois de plus, c'est qu'il est programmé de telle sorte que des crises périodiques sont inscrites dans le patrimoine génétique de son code de fonctionnement parce que ces crises sont hautement profitables à ses concepteurs.

Il se peut que l'exceptionnelle habileté des spéculateurs de la « *finance déstructurée* » à jouer à saute-mouton par-dessus les crises qu'ils ont régulièrement provoquées depuis plus d'un siècle, les ait à ce point enhardis que leur voracité a, cette fois, détraqué la machinerie monétaire dont ils avaient si ingénieusement ajusté les rouages. Peut-être apprendrons-nous dans un très proche avenir qu'une nouvelle « *conspiration des hécatonchires* » est en gestation en quelque île des Caraïbes ou du Pacifique afin, diront-ils, d'oeuvrer pour le salut de l'humanité et de « *sauver* » le système monétaire.

Chapitres

- 1 – La conspiration de l'île Jekyll
- 2 – La liste des conspirateurs
- 3 – La préhistoire du système monétaire : de la déclaration d'indépendance à la crise de 1907
- 4 – John Fitzgerald Kennedy et la nouvelle tentative de réforme monétaire
- 5 – Les crises monétaires successives aux USA: 1869 – 1873 – 1893 – 1901 – 1907
- 6 – Les préparatifs du coup d'Etat constitutionnel
- 7 – Histoire de l'Histoire de la révélation au public du système de la Réserve Fédérale
- 8 – Ezra Pound et son combat contre l'usurocratie
- 9 – Le mécanisme de l'escroquerie de la Réserve Fédérale

1 – La conspiration de l'île Jekyll

Le 22 novembre de l'année 1910, le luxueux wagon privé du richissime sénateur Nelson Aldrich a été accroché au train qui reliait New-York au sud des Etats-Unis et quelques personnes s'embarquent en direction de la Georgie. Le voyage durera deux jours et deux nuits et les occupants de ce wagon affecteront, avec une ostentation puérile, de ne pas se connaître bien que leur long périple ait le même but : la chasse au canard sur une petite île située à quelques encablures des côtes de Georgie, l'île de Jekyll.

Notre groupe voyage sous des noms d'emprunts. Les participants avaient fait preuve de ruses de Sioux afin de ne pas se croiser avant l'ébranlement du convoi et s'étaient interdit de se nommer en s'adressant la parole – ou de n'utiliser que leurs prénoms – durant le temps que dura le voyage, tellement leur méfiance

était grande et s'étendait au personnel de service . Un incognito total devait être préservé. L'un d'entre eux, qui n'avait jamais chassé de sa vie, portait même un grand fusil sur l'épaule afin de compléter le réalisme naïf du tableau.

Ces personnages, qui se comportaient de manière aussi étrange, représentaient pourtant à eux seuls le quart de la richesse planétaire de l'époque.

La description de l'embarquement et du voyage figure dans les ouvrages des auteurs qui rapportent cette scène, notamment dans celui, très détaillé, d'Eustace Mullins, *Secrets of the Federal Reserve*, *The London Connection*, dont je parlerai plus loin (2). Comme les voyageurs occupaient un wagon privé – donc soustrait par définition aux regards du public – les précautions des participants semblent pour le moins excessives , à moins que tel Monsieur Le Trouadec saisi par la débauche , nos sévères banquiers se soient livrés à un moment de détente ludique, avant de se concentrer sur le beau coup financier qu'ils étaient sur le point de monter.

2 – La liste des conspirateurs

Etaient présents:

- Le propriétaire du wagon qui roulait, tous rideaux baissés, vers son destin et vers le nôtre, le Sénateur Nelson Aldrich accompagné de son secrétaire privé, Shelton. Président de la National Monetary Commission (Commission Monétaire Nationale) créée en 1908 et entérinée par le Président Théodore Roosevelt à la suite de la panique monétaire de 1907 qui succédait à plusieurs autres catastrophes boursières, il était l'aiguillon et l'organisateur de la réunion. Le Sénateur entretenait des relations commerciales étroites avec l'influent homme d'affaires et banquier, John Pierpont Morgan, beau-père de John D. Rockefeller et grand-père de Nelson

Rockefeller, un ancien vice-président des États-Unis. Celui-ci n'était pas physiquement présent, mais triplement représenté, il marqua la réunion de son empreinte. Au Congrès, le Sénateur Aldrich passait pour être le porte-parole du banquier J.P.Morgan , lequel représentait également les intérêts des Rothschild d'Angleterre.

Les représentants directs de John Pierpont Morgan étaient:

- Henry Davison, associé principal de la John Pierpont Morgan Company et considéré comme son émissaire personnel.

- Charles Norton, président de la First National Bank de New York, dominée par J.P. Morgan Company.

- Benjamin Strong, le directeur général de la J. P. Morgan's Bankers Trust Company, et connu pour être également un lieutenant de J.P. Morgan. Il devint d'ailleurs le P.D.G. de la banque, trois ans plus tard, à la suite à l'adoption de la Loi sur la Réserve fédérale. Ces deux banquiers représentaient , eux aussi, les intérêts des Rothschild.

- Il semble qu'il y ait eu quelques autres « *invités* » dont les noms ne sont, pour l'instant , pas connus et peut-être ne le seront-ils jamais. Ainsi, lorsque George F. Baker, un des associés les plus proches de JP Morgan, mourut le 3 mai 1931, le *New-York Times* écrivit : « *Le club de l'île Jekyll a perdu un de ses membres les plus distingués* ».

Etait également présent, Frank Vanderlip, le président de la National Bank de New York, la plus grande et la plus puissante banque d'Amérique. Il représentait les intérêts financiers de William Rockefeller et de la société d'investissement internationale Kuhn, Loeb and Company.

Contrairement à ce laissent entendre ceux qui affirment qu'il se serait agi d'un « *complot des seuls banquiers* », le gouvernement n'était pas étranger à cette réunion. Il était représenté par A. Piatt Andrew, Secrétaire adjoint du Trésor et Aide Spécial de la National Monetary Commission. Je reviendrai sur cette Commission que le Congrès avait officiellement chargée, en 1907, de préparer une réforme monétaire. D'ailleurs, les défenseurs du système de la FED se fondent sur son existence et sur la présence du

représentant du gouvernement à l'île Jekyll pour dénoncer comme « *complotistes* » les critiques de la réunion de l'île Jekyll en omettant sciemment de mentionner les conditions dans lesquelles fut conçue, votée puis annoncée la création de la Federal Reserve et que j'analyserai plus loin. La présence de ce membre du Gouvernement prouve pour le moins la complicité de ce dernier avec les banquiers dans le « *coup d'Etat constitutionnel* » que banquiers et Gouvernement préparaient de conserve contre le Congrès.

Mais le personnage le plus important parmi les participants était Paul Warburg. C'était l'un des hommes les plus riches du monde. Son expérience du fonctionnement des banques européennes, sa forte personnalité et ses compétences en firent le meneur, la tête pensante du groupe et le véritable initiateur de la création de la FED. Il révélera d'ailleurs des capacités de manoeuvrier exceptionnelles en 1913, au moment du vote de la loi au Congrès. (3)

D'origine allemande, il se fit ensuite naturaliser citoyen américain. En plus d'être un partenaire de la Coon, Loeb and Company – il avait épousé en 1893 la fille du banquier Salomon Loeb, propriétaire de la banque Kuhn, Loeb & Co de New-York – il représentait sur place la dynastie bancaire des Rothschild d'Angleterre et de France. Associé avec son frère Felix, il entretenait également des liens étroits avec son autre frère Max Warburg, le directeur en chef du consortium bancaire Warburg d'Allemagne et des Pays-Bas.

Cette fine brochette représentait donc les intérêts croisés des plus grands groupes bancaires mondiaux : les Morgan, les Rothschild, les Warburg et les Rockefeller. Les historiens du Nouveau Monde les appelleront les Barons voleurs. Une fois arrivés dans la luxueuse propriété de J.P. Morgan sur l'île Jekyll, nos banquiers millionnaires s'installèrent autour d'une table et neuf jours durant, dans le plus grand secret, ils mirent au point et rédigèrent minutieusement le règlement de ce qui allait devenir le Système de la Réserve Fédérale.

3 – La préhistoire du système monétaire : de la déclaration d'indépendance en 1776 à la crise de 1907

L'action des « *barons voleurs* » et la décision de 1913 qui en sera le point d'orgue, n'est pas un acte isolé. C'est le dernier et le plus décisif des coups de boutoir des financiers dans la guerre féroce, tant en Europe qu'en Amérique, entre le pouvoir politique et le pouvoir des banquiers, et notamment celui des Warburg et des Rothschild d'Angleterre. Cette guerre durait depuis la Déclaration d'indépendance des colonies anglaises. Elle se termina par une victoire par KO de la finance internationale sur le pouvoir politique de l'Etat naissant et ouvrit la voie à une domination exponentielle des financiers sur le monde entier.

La bataille avait d'ailleurs commencé avant même la déclaration d'indépendance, en 1776, lorsque les banquiers de la City de Londres réussirent à faire voter par le gouvernement anglais une loi qui interdisait aux treize colonies d'Amérique de créer une monnaie locale, le Colonial Script, et de n'utiliser, pour leurs échanges, que la monnaie or et argent des banquiers. Comme cette monnaie était obtenue moyennant un intérêt, elle devenait automatiquement une dette des colonies.

Les monétaristes l'appellent une monnaie-dette et cette monnaie est un racket permanent des banques sur l'Etat soumis à ce régime.

Au moment de la déclaration d'indépendance du nouvel Etat, méfiants, les Pères fondateurs inscrivent dans la Constitution américaine signée à Philadelphie en 1787, dans son article 1, section 8, § 5, que « c'est au Congrès qu'appartiendra le droit de frapper l'argent et d'en régler la valeur ».

Thomas Jefferson était si persuadé du rôle pervers des banquiers internationaux qu'il a pu écrire: « *Je considère que les institutions bancaires sont plus dangereuses qu'une armée. Si jamais le peuple américain autorise les banques privées à contrôler leur masse monétaire, les banques et les corporations qui se développeront autour d'elles vont dépouiller les gens de leurs biens jusqu'au jour où leurs enfants se réveilleront sans domicile sur le continent que leur Pères avaient conquis.* »

Et voilà comment Jefferson a prophétisé, il y a plus de deux siècles, la crise actuelle des « *subprime* », qui jette de plus en plus de citoyens américains à la rue.

Mais les banquiers ne s'avouèrent pas vaincus. Ils trouvèrent des soutiens auprès du nouveau gouvernement et notamment auprès du Secrétaire au Trésor, Alexander Hamilton et du Président George Washington lui-même. Ils obtinrent en 1791 le droit de créer une banque, abusivement appelée Banque des

Etats-Unis de manière à faire croire qu'il s'agissait d'une banque de l'Etat central alors que c'était une simple banque privée appartenant à ses actionnaires. Cette banque privée obtint, pour vingt ans, le privilège d'émettre la monnaie-dette du nouvel Etat.

Lorsqu'au bout de vingt ans, le Président Jackson voulut mettre fin à ce droit exorbitant, sortir du cycle de la monnaie-dette et revenir au droit inscrit dans l'art. 1 de la Constitution, les banquiers anglais, menés par Nathan Rothschild, suscitérent en 1812, sous divers prétextes commerciaux – taxe sur le thé – et maritimes – contrôle des navires – une guerre de l'Angleterre contre ses anciennes colonies et ils mirent en action toute leur puissance financière afin de ramener le nouvel Etat au rang de colonie. « *Vous êtes un repaire de voleurs, de vipères, leur avait crié le Président Jackson. J'ai l'intention de vous déloger, et par le Dieu Eternel, je le ferai!* » Mais il échoua à les déloger et les banquiers eurent le dernier mot.

En 1816, les privilèges de la Banque des Etats-Unis étaient rétablis et les banquiers menés par la famille Rothschild avaient définitivement terrassé les hommes politiques qui, comme Jefferson et plus tard, Lincoln, tentèrent de s'opposer à leur racket.

C'est donc à juste titre que James Madison (1751-1836), le quatrième Président des Etats-Unis a pu écrire: « *L'histoire révèle que les banquiers utilisent toutes les formes d'abus, d'intrigues, de supercheries et tous les moyens violents possibles afin de maintenir leur contrôle sur les gouvernements par le contrôle de l'émission de la monnaie.* » Car il s'agit bien d'un racket. La guerre que mena – et perdit – Abraham Lincoln contre les banquiers en est une nouvelle illustration éclatante.

Durant la guerre de Sécession (1861-1865), la banque Rothschild de Londres finança les Fédérés du Nord, pendant que la banque Rothschild de Paris finançait les Confédérés du Sud en application d'un scénario mis au point en Europe durant les guerres napoléoniennes. Les deux groupes, profitant de la situation, exigeaient des intérêts usuraires de 25 à 36%.

Le président Lincoln, qui avait percé à jour le jeu des Rothschild refusa de se soumettre au diktat des financiers européens et, en 1862, il obtint le vote du Legal Tender Act par lequel le Congrès l'autorisait à revenir à l'art. 1 de la Constitution de 1787 et à faire imprimer une monnaie libérée du paiement d'un intérêt à des tiers – les dollars « *Green Back* » – ils étaient imprimés avec de l'encre verte. C'est ainsi qu'il a pu, sans augmenter la dette de l'Etat, payer les troupes de l'Union.

« *Le pouvoir des financiers tyrannise la nation en temps de paix – écrivait-il – et conspire contre elle dans les temps d'adversité. Il est plus despotique qu'une monarchie, plus insolent qu'une dictature, plus égoïste qu'une bureaucratie. Il dénonce, comme ennemis publics, tous ceux qui s'interrogent sur ses méthodes ou mettent ses crimes en lumière. J'ai deux grands ennemis : l'armée du sud en face et les banquiers en arrière. Et des deux, ce sont les banquiers qui sont mes pires ennemis.* »

Il aurait ajouté ces paroles prémonitoires : « *Je vois dans un proche avenir se préparer une crise qui me fait trembler pour la sécurité de mon pays. [...] Le pouvoir de l'argent essaiera de prolonger son règne jusqu'à ce que toute la richesse soit concentrée entre quelques mains.* » (Letter from Lincoln to Col. Wm. F. Elkins, Nov. 21, 1864).

Lincoln voyait clairement combien il était néfaste pour une nation souveraine que des puissances autres que l'Etat central aient le pouvoir de créer la monnaie. Il a été tué à Washington le 14 avril 1865 par John Wilkes Booth qui lui tira une balle dans la tête alors qu'il assistait à une représentation théâtrale dans la loge du Ford's Theater.

Les causes réelles de sa mort n'ont pas été élucidées, bien que la version officielle prétende toujours que son assassin vengeait la défaite des Sudistes. De nombreuses recherches, abondamment documentées, orientent la recherche de la vérité vers un complot beaucoup plus complexe et révèlent, notamment, que Booth reçut à ce moment-là des sommes d'argent très importantes de la part d'hommes d'affaires connus et qu'il bénéficia de nombreuses et efficaces complicités, tant pour accomplir son crime que pour quitter les lieux.

Toujours est-il que le successeur de Lincoln, Andrew Johnson, semble, lui, n'avoir eu aucun doute quant à la cause de la mort de son prédécesseur : il a immédiatement et sans donner d'explication, suspendu l'impression des greenbacks et les Etats-Unis sont revenus à la monnaie-dette des banquiers.

Le 12 avril 1866, le Congrès officialisait sa décision par le vote du Contraction Act qui stipulait que les billets greenbacks de Lincoln seraient progressivement retirés de la circulation monétaire.

Il est une autre personnalité qui, elle non plus, n'avait aucun doute sur les commanditaires de l'assassinat perpétré par Booth, c'est Otto von Bismarck, Chancelier de Prusse depuis 1862, qui écrivait : « *La mort de Lincoln fut un désastre pour la chrétienté. Il n'y avait pas dans tous les États-Unis d'homme qui méritât de seulement porter ses bottes. Je crains que les banquiers étrangers ne dominent entièrement l'abondante richesse de l'Amérique et ne l'utilisent systématiquement dans le but de corrompre la civilisation moderne. Il n'hésiteront pas à précipiter les États chrétiens dans les guerres et le chaos, afin de devenir les héritiers de la terre entière.* »

4 – John Fitzgerald Kennedy et la nouvelle tentative de réforme monétaire

Il est impossible de ne pas évoquer, à la suite de celle du Président Lincoln, la tentative du Président John Fitzgerald Kennedy de dépouiller la FED de sa puissance, tellement elle lui est parallèle. Elle eut lieu un siècle exactement après celle de Lincoln. Les coïncidences biographiques, politiques et même numérogiques qui rapprochent les destins de ces deux hommes politiques sont, il faut le reconnaître, tout à fait extraordinaires et ont fait saliver de nombreux Sherlock Holmes amateurs. Leurs morts violentes semblent les avoir liés pour l'éternité dans un parcours historique en miroir.

En effet, le 4 juin 1963, le Président Kennedy signait l'Executive Order n° 11110 (4) par lequel le gouvernement retrouvait un pouvoir inscrit dans la Constitution, celui de créer sa monnaie sans passer par la Réserve Fédérale. Cette nouvelle monnaie, gagée sur les réserves d'or et d'argent du Trésor, rappelait les greenbacks et le coup de force du Président Lincoln.

Le Président Kennedy fit imprimer 4,3 milliards de billets de 1, 2, 5, 10, 20 et 100 dollars. En 1994 il restait l'équivalent de 284,125,895 dollars en circulation aux États-Unis, détenus, probablement par des collectionneurs (source: The 1995 World Almanac).

Les conséquences de l'Executive Order n° 11110 étaient énormes. En effet, d'un trait de plume John Fitzgerald Kennedy était en passe de mettre hors jeu tout le pouvoir que les banques privées de la FED s'étaient arrogé depuis 1816 et qu'elles détenaient officiellement depuis 1913.

Pour lire la suite tout aussi instructive et passionnante...

● [Aux sources de l'escroquerie de la Réserve Fédérale – Le machiavélisme des hécatonchires de la finance internationale. \(nouvelordremondial.cc\) \(23.04.08\)](http://nouvelordremondial.cc)

Un article de l'AFP du 29 décembre 2013

Ryad va donner 3 milliards de dollars au Liban pour acheter des armes françaises. (31.12)

L'Arabie saoudite s'est engagée à octroyer trois milliards de dollars à l'armée libanaise afin que celle-ci, faiblement équipée, puisse se procurer des armes françaises, a annoncé dimanche le président de la République libanais, Michel Sleimane.

"Il s'agit de l'aide la plus importante dans l'histoire du Liban et de l'armée libanaise", a-t-il précisé dans une allocution diffusée sur les chaînes de télévision libanaises.

"Le roi saoudien a décidé d'octroyer une importante aide au Liban, d'une valeur de trois milliards de dollars, allouée à l'armée libanaise pour renforcer ses capacités", a indiqué M. Sleimane.

"Les armes seront achetées auprès de l'Etat français dans les plus brefs délais, vu les relations historiques qui le lient au Liban et l'étroite coopération militaire entre les deux pays", a poursuivi le chef de l'Etat. (Apparemment le temps presse, la Syrie est pour ainsi dire détruite, il faudrait passer à la suite du programme sans tarder... - ndlr)

Selon lui, cette aide "fera l'objet de discussions entre le roi saoudien Abdallah et le président français François Hollande", actuellement en visite officielle à Ryad. (C'est Ryad et Paris qui vont se substituer aux autorités libanaises en matière de sécurité, autrement dit l'indépendance et la souveraineté du Liban leur est confiée par le chef de l'Etat libanais qui a complètement déserté ou capitulé, il leur a livré le Liban clés en main. - ndlr)

Lors d'une conférence de presse à l'issue de ses entretiens avec le roi Abdallah, M. Hollande s'est engagé dimanche à "satisfaire" les demandes d'armement de l'armée libanaise.

"J'ai des relations avec le président Sleimane (...) et s'il y a des demandes qui nous sont adressées, nous les satisferons", a ajouté le président français, sans commenter l'annonce de M. Sleimane.

Le président libanais n'a pas précisé quel type d'armes seraient achetées auprès de Paris.

Cette aide "permettra à l'armée de mener à bien sa mission", a-t-il dit alors que l'institution militaire fait face à plusieurs défis sur le plan de la sécurité, illustrés par l'assassinat vendredi d'un ex-ministre critique de Damas ou par des tirs de roquettes du Liban sur Israël, qui a riposté dimanche. (La pourriture de journaliste de l'AFP fait l'impasse sur l'assassinat de dirigeants du Hezbollah, normal il est le porte-parole du gouvernement français. - ndlr)

Outre la mission de défense, l'armée au Liban est également en charge du maintien de l'ordre aux côtés de la police, et a dû intervenir lors des violences confessionnelles exacerbées ces derniers mois par le conflit en Syrie voisine. (Violences orchestrées par les services secrets israéliens et saoudiens ce qu'oublie volontairement le journaliste de l'AFP de préciser. - ndlr)

Elle est faiblement équipée en armement modernes, et ne dispose que de transports de troupe américains, de chars soviétiques et de canons mais n'a pas d'hélicoptère de combat. (Les hélicoptères ils servent à quoi en général sinon à viser et mitrailler l'opposition et la population civile du pays. - ndlr)

L'institution militaire, multiconfessionnelle, a reçu ces dernières années des aides de la France et des Etats-Unis, mais jamais d'armes lourdes. (Il faudrait songer à frapper un grand coup les opposants à l'Etat sioniste. -ndlr)

L'Arabie saoudite, un royaume sunnite, soutient la coalition de l'opposition libanaise hostile au régime syrien et au Hezbollah, et critique avec virulence le puissant parti chiite libanais. (En fait le camp de la réaction pro américaine et sioniste. - ndlr)

Ce parti est le seul mouvement libanais armé et ses détracteurs l'accusent d'imposer sa volonté à travers son arsenal militaire. (En réalité, c'est sur lui que repose en grande partie l'indépendance du Liban face à Israël, un crime impardonnable. - ndlr)

Saad Hariri, dont le père Rafic Hariri a été tué en février 2005 dans un attentat à Beyrouth attribué à des membres présumés du Hezbollah, a salué dans un communiqué l'annonce du président libanais qui va permettre selon lui à l'Etat de prendre le contrôle de la situation. (Cette annonce est du sur-mesure pour les laquais de l'Etat sioniste et américain. - ndlr)

Le président Sleimane a "*annoncé un pas exceptionnel de nature à aboutir à un véritable Etat dont l'autorité et l'armée ne doivent être devancées par aucune autre force*", a dit M. Hariri, ex-Premier ministre du Liban, qui doit rencontrer le président français en soirée à Ryad. (2014 s'annonce ainsi comme l'année de l'offensive contre le Liban. - ndlr)

Commentaire.

A qui profite le crime, qui y avait intérêts ? Qui a assassiné l'ancien ministre Mohamad Chatah, proche conseiller de l'ancien premier ministre libanais, Saad Hariri et son père, Rafic Hariri, ancien ministre des Finances, et membre du FMI ? Poser la question permet d'en identifier les commanditaires : Israël et son allié l'Arabie saoudite, les Etats-Unis. Le 3 décembre ce fut Hassan Hawlo Laqqis, un commandant du Hezbollah, qui est mort dans un attentat dans la banlieue Sud de Beyrouth sans doute commandité par les mêmes auteurs. L'attentat qui a coûté la vie à Mohamad Chatah a été condamné dans un communiqué du 27 décembre par le Hezbollah, alors que la coalition du 14 mars de Saad Hariri lui a imputé ce crime, il aurait été perpétré en représaille laisse-t-il entendre. Or le Hezbollah n'a pas intérêt à mener ce genre d'actions au Liban, seuls ceux qui veulent l'affaiblir et déstabiliser le Liban y trouvent leur compte.

L'annonce de ce prêt de trois milliards de dollars à l'armée libanaise par le régime wahhabite servira la propagande en faveur du désarmement du Hezbollah face au régime sioniste, il s'agit d'un changement de tactique sur le plan politique pour isoler le Hezbollah, le réduire à l'impuissance pour ensuite avoir les mains libres pour s'attaquer à l'Iran.

C'est à ce plan qu'adhère des deux mains Hollande et le PS, qui est conforme à la stratégie mondialiste de l'oligarchie financière anglo-saxonne-sioniste qui veut se rendre maître de toute la région, la contrôler entièrement...

Un article de l'AFP du 29 décembre 2013

Arabie: convergence de vue entre Paris et Ryad sur les crises régionales. (31.12)

Le roi Abdallah d'Arabie saoudite a souligné lors d'un entretien dimanche avec François Hollande la "convergence" des positions des deux pays sur la Syrie, l'Iran et les autres crises régionales, a-t-on indiqué dans l'entourage du président français.

"Le roi Abdallah a manifesté son inquiétude, voire son anxiété à propos des crises régionales --l'Iran, la Syrie, le Liban et l'Egypte-- et a salué la position courageuse de la France sur ces principaux dossiers", a-t-on ajouté dans l'entourage de François Hollande. (Alors que la pétromonarchie barbare porte en grande partie la responsabilité de la situation en Syrie pour recruter, financer et armer les djihadistes sanguinaires d'Al-Qaïda qui massacrent la population civile et détruisent ce pays, ce que sait parfaitement Hollande et qu'il approuve. Saviez-vous que le PS était la pire pourriture qui soit, le saviez-vous vous qui l'avez soutenu, qui avez appelé une multitude de fois au front unique avec ce parti au cours de la seconde moitié du XXe siècle, qui avez appelé à voter PS ? Quelle crédibilité pouvez-vous revendiquer aujourd'hui, dites-nous ? - ndlr)

Le souverain saoudien a souligné "les positions convergentes" des deux pays sur ces différents dossiers, a-t-on précisé de même source.

Le roi Abdallah, dont le pays est l'un des principaux soutiens à l'opposition syrienne, a accusé au cours de l'entretien le président syrien Bachar Assad d'avoir "détruit son pays", affirmant qu'il avait attiré les "extrémistes islamistes", toujours selon l'entourage de François Hollande. (C'est le comble du cynisme, la barbarie, le PS incarne la barbarie, ce n'est pas exagéré de l'affirmer. - ndlr)

Le chef de l'Etat français est arrivé dimanche en Arabie saoudite pour une visite officielle dominée par la perspective d'enjeux commerciaux alléchants ainsi que les crises qui secouent le Moyen-Orient.

Il a été accueilli par le prince héritier Salmane ben Abdel Aziz avant d'être reçu par le roi dans son luxueux palais de Rawdat Khurayim, à 60 km au nord-est de Ryad.

Le président français doit également rencontrer l'ex-Premier ministre libanais Saad Hariri, dont un proche a été tué vendredi dans un attentat à la voiture piégée vendredi à Beyrouth, et le chef de l'opposition syrienne Ahmed Jarba au premier jour de sa visite dans le royaume, selon son entourage.

Un article de Reuters du 29 décembre 2013

Hollande se place comme un allié clé de l'Arabie au Moyen-Orient. (31.12)

François Hollande s'est positionné dimanche durant une visite officielle à Ryad comme un allié clé de l'Arabie saoudite au Moyen-Orient, estimant notamment que Paris partageait "exactement" les positions du royaume sur le dossier syrien.

Le président a aussi annoncé que la France répondrait favorablement au Liban qui souhaite profiter d'un financement de trois milliards de dollars de l'Arabie saoudite pour acheter des armes françaises pour équiper son armée.

"Ce que je sais, c'est que la France, depuis déjà longtemps mais encore récemment, équipe l'armée libanaise et entendra répondre à toutes les sollicitations qui lui seront adressées", a dit le président français, qui a promis que Paris et Ryad combindraient leurs efforts pour assurer l'intégrité et la stabilité du pays.

L'armée libanaise peine à endiguer les violences liées au conflit en Syrie voisine et souffre d'un manque d'équipements qui l'empêche de contenir l'influence du Hezbollah, mouvement armé soutenu par l'Iran chiite qui combat aux côtés des forces du président syrien Bachar al Assad.

François Hollande devait rencontrer dimanche dans la soirée l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri dont l'un des proches, l'ancien ministre Mohamed Chatah, a trouvé la mort vendredi à Beyrouth lors d'un attentat.

Le président français, qui rencontrera aussi dimanche le président de la Coalition nationale syrienne (CNS), a assuré les Saoudiens que Paris resterait sur la même ligne de fermeté à l'égard du président syrien pour soutenir l'opposition "modérée" et aboutir à une transition politique à Damas.

"La France et l'Arabie saoudite sur la Syrie (...) partagent exactement la même position", a-t-il dit.

Le président français souhaite que la CNS participe à la conférence de paix dite de Genève II prévue le 22 janvier, que l'opposition menace de boycotter en raison notamment des bombardements qui se poursuivent à Alep.

La volonté de Paris de "punir" via des frappes militaires le régime de Bachar al Assad en raison de l'utilisation présumée d'armes chimiques, une option écartée in fine par Barack Obama, a été appréciée à Ryad et a contribué au réchauffement des relations bilatérales.

Ryad a aussi noté la fermeté de la diplomatie française sur le dossier du nucléaire iranien et le "vive la France" lancé par le sénateur républicain John McCain durant les négociations qui ont abouti à un accord temporaire à Genève a trouvé un écho dans la péninsule arabique.

"Nous avons sur l'Iran la même volonté, faire en sorte que nous puissions trouver une solution définitive à la question nucléaire", a dit le président français.

Le déplacement de François Hollande intervient à un moment où l'axe Ryad-Washington, qui structure depuis des décennies la géopolitique de la région, bat de l'aile et où la diplomatie américaine déplace le centre de gravité de son action vers l'Asie.

Sa deuxième visite dans le royaume marque aussi une volonté d'équilibre après la "lune de miel" entre Nicolas Sarkozy et le Qatar, un pays 15 fois moins peuplé.

Pour certains analystes, François Hollande positionne progressivement la France pour qu'elle puisse, dans une certaine mesure, prendre le relais des Américains comme alliée privilégiée des Saoudiens.

"C'est vrai que depuis plusieurs mois notre coopération s'est renforcée", a estimé le président français, qui n'a pas tari d'éloges à l'égard du monarque saoudien.

"*J'apprécie la sagesse du roi Abdallah, elle est précieuse*", a encore estimé François Hollande dont l'entourage assure que son estime est réciproque.

"*Le roi a salué le rôle pionnier de la France sur la Syrie*", a-t-on rapporté dans la délégation française où l'on espère beaucoup du partenariat avec "*le premier client de la France au Moyen-Orient*".

Accompagné d'une délégation de patrons, François Hollande participera lundi à un forum économique où il doit évoquer les ambitions françaises.

Outre ses gigantesques besoins en infrastructures qui font rêver les géants du BTP comme Vinci ou Bouygues, le pays procède à la modernisation de son appareil militaire, ce qui pourrait déboucher sur d'importants contrats.

La France a déjà obtenu de participer à la modernisation de frégates saoudiennes et s'intéresse de près aux besoins de la marine du royaume ou à ses systèmes de défense antiaériens.

Paris aimerait aussi participer au programme nucléaire saoudien et livrer ses Airbus à la compagnie Saoudia, mais aussi attirer davantage d'investissements "*productifs*" saoudiens en France, comme ceux qui ont permis le sauvetage du volaille Doux.

Commentaire.

Pour quelle raison le régime barbare saoudien pourrait se doter d'un programme nucléaire mais pas l'Iran ou d'autres pays ? En quoi l'Iran constituerait-il plus une menace pour la région ou le monde qu'Israël qui contrairement à l'Iran n'a jamais déclaré la guerre à un autre pays ? Pour mettre la main sur le pétrole iranien, c'est tout.

Un article de Reuters du 29 décembre 2013

Hollande rencontre à Ryad le président de la CNS. (31.12)

François Hollande rencontrera dimanche en marge de son déplacement en Arabie saoudite le président de la Coalition nationale syrienne (CNS) afin d'évoquer la conférence de paix de Genève 2 prévue le 22 janvier, a annoncé son entourage.

Cette rencontre entre le président français et Ahmed Djarba intervient alors que la CNS menace de ne pas se rendre en Suisse en raison notamment des bombardements qui se poursuivent sur la ville d'Alep.

"*Notre message, allez à Genève*", a expliqué Laurent Fabius à des journalistes dans l'avion de la délégation française.

"*Il faut y aller avec l'objectif de respecter le mandat de négociation*", a ajouté le ministre des Affaires étrangères, en rappelant que le but de ces pourparlers était la constitution d'un gouvernement de transition doté de tous les pouvoirs exécutifs.

Pour François Hollande, Bachar al Assad devra quitter le pouvoir au terme de ce processus qui doit permettre à la Syrie de sortir d'un conflit long de près de trois ans et qui a fait plus de 100.000 morts.

"*Il faut qu'il parte*", résume l'un de ses conseillers. (Hollande : dégage !)

Le président français entame sa visite officielle de deux jours en Arabie saoudite dimanche par un entretien et un repas avec le roi Abdallah. Il doit dans la soirée donner une conférence de presse conjointe avec le ministre saoudien des Affaires étrangères.

Le dossier syrien constitue une pomme de discorde entre Washington et Ryad, déçue du manque de soutien qu'apporte, selon elle, les Etats-Unis aux rebelles syriens.

La volonté de Paris de "punir" via des frappes militaires le régime de Bachar al Assad pour l'utilisation présumée d'armes chimiques, une option écartée in fine par Barack Obama, a été appréciée par le royaume.

François Hollande profitera aussi de son séjour en Arabie saoudite pour aborder la question de la stabilité du Liban, mise à mal par le conflit syrien. Il rencontrera aussi dimanche à Ryad l'ancien Premier ministre libanais Saad Hariri après l'attentat qui causé la mort vendredi à Beyrouth d'un de ses proches, l'ancien ministre Mohamed Chatah.